

SOMNAMBULES VERS LA GUERRE



RÉVEILLEZ-VOUS !

Citoyen Vigilant

PRÉFACE

L'écriture de ce livre vient d'un fait simple, brutal, et que chacun pressent sans oser le regarder en face : la guerre est revenue s'asseoir à la table de l'Europe. Elle ne se cache plus dans les marges de l'actualité. Elle n'est plus une hypothèse lointaine. Pendant que nos vies courent, que nos routines avalent nos journées, nos dirigeants jouent avec des allumettes au-dessus d'un baril de poudre, comme si l'incendie ne nous concernait pas.

Et c'est en regardant mes enfants, un soir, que j'ai compris que je n'avais plus le droit de rester spectateur. Et en tant que père, l'idée même que l'Europe puisse glisser, par aveuglement ou par orgueil, vers un conflit majeur, me retourne l'estomac. Pas parce que je suis pessimiste, parce que je suis lucide. Les discours guerriers se banalisent. Les décisions se centralisent. Les budgets s'alignent. Les peurs sont entretenues. Et les peuples, eux, ne sont consultés sur rien.

De crises en chocs, nos dirigeants ont appris une chose : la peur est un instrument de gouvernement. Et aujourd'hui, l'instrument est accordé à la perfection.

Ce livre est né là : dans cette sensation glaciale que quelque chose dérape, que l'Europe a cessé de chercher la paix pour préférer "gagner", que la nuance est devenue un délit, et que la tentation de la confrontation, militaire, économique, narrative, gagne chaque jour du terrain.

Je ne crois pas que la guerre soit inévitable. Mais je crois que si les citoyens restent silencieux, elle deviendra une option acceptable pour ceux qui prétendent nous représenter.

Alors j'ai pris la plume. Pas pour sermonner, mais pour secouer. Pas pour accuser à tort, mais pour rappeler les faits. Pas pour agiter un drapeau, mais pour signaler le danger. Parce que mes enfants, et les

vôtres, méritent mieux qu'un continent gouverné par réflexe, par orgueil ou par automatisme.

Ce livre n'est pas un cri de panique. C'est un cri de réveil. Nous pouvons encore redresser la trajectoire. Mais la fenêtre se referme, et personne ne viendra le faire à notre place.

Si ce texte peut aider ne serait-ce qu'une poignée de lecteurs à voir plus clair, à poser des questions, à refuser l'engrenage... alors il aura rempli son rôle. J'écris parce que j'espère. J'écris parce que je refuse la fatalité. J'écris parce que je suis père, et qu'aucun père ne devrait avoir à expliquer à ses enfants pourquoi l'Europe a replongé dans ce qu'elle avait juré de ne plus jamais revivre.

Le temps est venu de cesser de marcher en somnambules vers la tempête.

Il est temps de se réveiller, vraiment.

NOTE D'AUTEUR

Je ne suis personne. Ou plutôt : je suis n'importe qui. Je ne suis ni expert, ni stratège, ni détenteur d'une vérité sacrée. Je suis simplement un citoyen, un homme ordinaire, un père, un voisin, quelqu'un qui travaille, qui écoute, qui observe, et qui, comme tant d'autres, voit la fumée avant les flammes.

J'ai écrit ce livre parce que j'ai compris une chose simple : si nous ne parlons pas maintenant, nous parlerons trop tard. Et lorsque les choses basculent, on se demande toujours où étaient les voix lucides, les avertissements, les mots pour dévier le cours des événements.

J'aurais préféré rester silencieux. Mais mes enfants, et ceux des autres, n'ont pas demandé à être embarqués dans un monde qui file vers la confrontation en leur expliquant que tout cela est "normal". Alors, j'ai choisi de veiller. J'ai choisi de regarder droit dans ce qui fait peur. Et j'ai choisi d'écrire.

Mon nom importe peu. Ce qui compte, c'est que certains se réveillent. Et que ceux qui sont déjà éveillés sachent qu'ils ne sont pas seuls.

Citoyen Vigilant

INTRODUCTION

“Et toi Papa, qu’as-tu fait pour empêcher tout ça ?”

Je n’ai pas écrit ce livre pour convaincre ou rallier une chapelle politique. Je l’ai écrit pour deux enfants qui, dans leur innocence, me rappellent chaque jour une vérité terrifiante : le monde qu’on leur prépare n’est pas celui qu’on a reçu.

L’Europe, notre Europe, avance comme une somnambule au bord d’un balcon. Les gouvernements parlent fort, les institutions agitent des drapeaux, les médias soufflent des vents de panique, et pendant ce temps, les citoyens, eux, s’accrochent à leurs vies, espérant que “ça ira mieux demain”, comme si l’Histoire avait promis d’être gentille.

Je n’ai plus la naïveté d’y croire. Depuis quelques années, un sentiment me ronge, tenace, glacial : quelque chose déraile dans la conduite de nos dirigeants. Pas un complot, pas un scénario hollywoodien. Non : un glissement. Presque invisible, mais constant.

Un mélange de peur entretenue, de décisions opaques, de souveraineté dissoute, de culpabilisation citoyenne, de récits guerriers qui ne disent pas leur nom. Et tout cela se fait au nom de “notre sécurité”, “nos valeurs”, “notre avenir”. Magnifique ironie : jamais ces mots n’ont porté aussi peu de sens.

Je suis un père. Et les pères ne dorment pas tranquille quand ils sentent une odeur de brûlé derrière les rideaux. Alors j’ai tiré les rideaux. J’ai regardé. Et ce que j’ai vu m’a forcé à écrire.

J’ai vu un continent qui a remplacé la démocratie par des procédures. J’ai vu des dirigeants qui parlent de paix en augmentant le budget des armes. J’ai vu des commissaires non élus se rêver stratèges de guerre. J’ai vu la peur devenir une politique publique. J’ai vu des peuples entiers culpabilisés pour leurs doutes, méprisés pour leurs questions,

infantilisés pour leur instinct de survie. Et j'ai vu la France, mon pays, accepter tout cela comme si c'était un destin.

Alors j'ai décidé de raconter cette histoire, la nôtre, sans maquillage, sans fioritures, sans anesthésie. Parce que si nos enfants doivent vivre dans un monde instable, qu'au moins ils sachent que leurs parents ne se sont pas tus.

Ce livre ne vous dira pas quoi penser. Je ne détiens aucune vérité sacrée. Je me contente d'assembler ce que tout le monde peut voir, mais que beaucoup préfèrent ignorer, faute de temps, de courage ou d'espoir.

Mais si je peux offrir une chose, une seule, c'est ceci : la permission de regarder la réalité droit dans les yeux. Sans peur. Sans filtre. Sans le décor en carton.

Et quand on regarde vraiment, on découvre que rien n'est irréversible. Ni la guerre qui vient. Ni la souveraineté qui s'effrite. Ni la résignation qui nous ronge. Ni la démocratie qui se vide. Il reste des chemins. Et celui qu'on choisira dépendra, en fin de compte, de notre capacité à sortir nous-mêmes de l'hypnose.

Alors ouvrons les yeux.

Ensuite seulement, nous pourrons espérer éviter le pire.

CHAPITRE 1 QUAND L'EUROPE N'ÉTAIT QU'UN LIEU, ET QUE L'UNION S'EST PRISE POUR UNE NATION

On prononce le mot "Europe" comme on invoquerait un esprit bienveillant : un fantôme rassurant, chargé de cathédrales, de musées et de vieille grandeur. Il suffit d'écouter un discours, d'ouvrir un journal ou de croiser une publicité pour se rendre compte que ce mot sert à tout, précisément parce qu'il ne veut plus dire grand-chose.

Et pourtant, derrière ce singulier confortable, il y a trois réalités distinctes qu'on mélange sciemment : un continent, une organisation, et des peuples. L'un des tours de magie politique les plus réussis du XXI^e siècle consiste à faire croire qu'ils sont interchangeable.

L'Europe, la vraie, n'est qu'un morceau de terre accroché au flanc de l'Eurasie. Une mosaïque de Dante, Cervantès, Tolstoï, Descartes, Beethoven. Une vieille scène où se sont succédés guerres, génies et renaissances. Rien d'un bloc politique : juste une civilisation aux racines emmêlées.

Puis il y a l'Union européenne, construction juridique née de la peur des guerres mondiales et du pragmatisme américain. Rien n'y est naturel : ni son architecture institutionnelle, ni sa logique de compétence. C'est une machine faite de traités (Rome, Maastricht, Lisbonne), de directives, de règlements appliqués directement dans les États membres, un principe entériné par l'arrêt Costa c/ ENEL de 1964, qui a gravé dans le marbre la supériorité du droit européen sur le droit national.

Une structure pensée pour avancer, parfois au mépris des frontières politiques et des volontés populaires.

Et enfin, il y a la Nation : l'entité qui a un peuple, une mémoire, un territoire, une Constitution. La France n'est pas un "espace administratif" parmi d'autres ; c'est un pays qui a traversé des révolutions, gravé la souveraineté populaire dans l'article 3 de la Constitution, et inventé un modèle politique qui lui est propre. Une réalité têtue, ancree, ancienne.

Pourtant, à écouter certains dirigeants, ces trois réalités ne feraient qu'une. Quand un projet est impopulaire, on l'appelle "Europe". Quand il faut imposer une directive : "L'Union européenne l'exige." Quand il faut assumer une décision douloureuse : "Ce sont les États membres." Quand il faut sermonner les citoyens : "les valeurs européennes".

C'est un théâtre d'ombres : la silhouette change, la main reste la même.

Cette confusion, savamment entretenue, a permis à l'UE d'étendre son pouvoir sans jamais devoir l'avouer. Car si l'Europe = l'UE, alors s'opposer à Bruxelles, c'est être "anti-Europe". Autrement dit : anti-culture, anti-paix, anti-civilisation. Un argument aussi pratique qu'absurde.

Les peuples, eux, ne s'y trompent pas. Ils savent reconnaître ce qui est naturel et ce qui est construit. Ils savent ce qu'est la France, l'Italie ou la Pologne. Ils voient que la Nation n'est pas une relique, mais l'unique espace où la démocratie s'exerce réellement.

Et pourtant, depuis trente ans, on leur assène que l'État-nation est "dépassé", que l'avenir se trouve dans une structure supranationale censée les protéger d'eux-mêmes. Sauf que chaque fois qu'une crise éclate, terrorisme, pandémie, énergie, frontières, les citoyens se tournent instinctivement vers leur pays. Jamais vers une Commission européenne experte en communication, mais curieusement absente lorsqu'il s'agit de protéger.

Voilà le point d'ancrage de ce chapitre : on ne comprendra rien à la dérive actuelle tant qu'on confondra continent, Union et Nation. Une confusion dangereuse, car elle ouvre la porte à toutes les dérives institutionnelles.

Et c'est précisément en 2005 que les peuples européens, les Français en tête, ont levé le voile. En France, 54,67 % des électeurs ont rejeté le Traité constitutionnel européen. Un vote massif. Clair. Documenté. Un vote qui disait simplement : Nous avons compris votre jeu.

La suite ?

Elle appartient au chapitre suivant : celui où les élites ont répondu au NON du peuple par un oui administratif, discret, méthodique. Un

moment politique qui n'a pas seulement trahi un vote : il a fissuré la confiance démocratique pour les décennies à venir.

CHAPITRE 2 QUAND LE PEUPLE VOTE NON... MAIS QUE LE POUVOIR COCHE OUI

Il existe des dates qui traversent un pays comme une lame froide. 2005 en fait partie. Rares sont les moments où un divorce démocratique se produit avec une telle élégance bureaucratique, un tel calme... et un tel mépris poli.

Tout avait commencé comme une opération simple : demander leur avis aux citoyens. Le référendum sur le Traité constitutionnel européen devait être une formalité. Un rituel républicain sans conséquence, un clic sur "J'accepte les conditions générales" où chacun sait que personne ne les lit. À Paris, l'affaire semblait réglée d'avance : bien sûr que le peuple voterait oui. On ne vous demandait pas d'aimer le texte, seulement de bénir "l'idéal européen". Comme acheter un meuble bancal pour soutenir la cause du design.

Mais en mai 2005, les Français ont dit non. Un non massif, argumenté, contrarié. Non à un texte illisible de 448 articles. Non au glissement d'un projet politique vers une machine technocratique. Non à cette vieille promesse que "le prochain traité" résoudrait ce que les précédents avaient aggravé.

Ce soir-là, il y eut deux Frances. Dans la rue : une France stupéfaite de découvrir qu'elle pouvait encore se faire entendre. Sur les plateaux télé : une France sidérée, presque offensée, comprenant que le peuple avait improvisé une réplique hors scénario.

Une démocratie sûre d'elle aurait accepté le verdict, corrigé la trajectoire, entendu la mise en garde. La nôtre choisit une méthode beaucoup plus moderne : elle passa le résultat au destructeur de documents.

Car 2005 n'a jamais été un accident. Ce fut un test. Et la manière dont il fut contourné est plus instructive que le vote lui-même.

Neuf mois. C'est le temps qu'il fallut pour réintroduire le texte par la porte arrière parlementaire. Le traité rejeté fut recyclé dans le traité de Lisbonne, ratifié le 8 février 2008. Ce n'était pas une version "différente"

: plusieurs de ses architectes ont reconnu qu'il reprenait environ 90 % du texte refusé par référendum. Les symboles trop voyants avaient disparu, mais la substance était intacte.

Pour rendre l'opération possible, la Constitution française dut même être modifiée : l'article 88-1 fut réécrit pour autoriser la ratification que les Français venaient de refuser. Une révision votée tard en soirée, dans un hémicycle presque vide. Comme si l'on craignait que trop de lumière ne révèle trop la manœuvre.

Le message était limpide : l'intégration européenne n'était plus un choix politique, mais une trajectoire obligatoire. Et la souveraineté populaire, lorsqu'elle déviait de cette trajectoire, devenait un problème technique à résoudre.

Ce geste discret fut le début d'une longue fissure. La fracture démocratique européenne ne commence ni avec la crise financière, ni avec la pandémie, ni avec la guerre en Ukraine. Elle commence ici, ce soir-là, dans ce geste chirurgical consistant à considérer un vote comme un incident, et un refus comme une erreur d'aiguillage.

Dans le langage codé des institutions, on appela cela "une ratification parlementaire". Dans la langue commune, cela s'appelle autrement : annuler un vote.

Les Français l'ont vécu comme on reçoit un avis d'imposition : sans colère explosive, mais avec une brûlure froide. Le sentiment d'être regardés comme des enfants. L'impression que la souveraineté avait glissé dans un étage où l'on n'avait plus le droit d'entrer. Un moment précis où la confiance s'est fendue, lentement, silencieusement, mais irréversiblement.

À Bruxelles, pourtant, ce n'était qu'un incident. Un malentendu. Un déficit de "pédagogie", comme on dit quand les peuples obstinent à ne pas comprendre ce qui est bon pour eux. Un mot élégant pour dire : Re commençons jusqu'à ce qu'ils répondent correctement.

Ce moment aurait pu être une chance. Une occasion unique de réancrer l'Union dans le consentement populaire. D'admettre que l'Europe politique ne peut se construire contre les peuples.

On a préféré l'inverse. Continuer, coûte que coûte. Comme si de rien n'était.

Ce qui s'est joué entre 2005 et 2007 n'a pas détruit la démocratie française : il l'a rendue plus silencieuse, plus procédurale, moins vivante. C'est ce tournant, presque invisible sur le moment, que ce livre suit comme un fil rouge : comment un continent peut-il défendre la liberté lorsqu'il commence par contourner la voix de ceux qui la portent ?

Après 2005, l'histoire aurait pu bifurquer. Mais pour verrouiller le système, il fallait un deuxième étage : installer, au-dessus des Constitutions, un droit supranational capable de corriger les peuples lorsqu'ils votent mal. Un droit qui décide vraiment, et surtout, au nom de qui.

CHAPITRE 3 L'EUROPE POST-DÉMOCRATIQUE : LE RÈGNE DES NON-ÉLUS

Il existe une manière très silencieuse de prendre le pouvoir. Pas de coups d'État. Pas de chars. Pas de drapeaux brandis par une foule en transe. Juste des couloirs en moquette grise, des bâtiments transparents comme des serres bureaucratiques, des badges aimantés, des réunions feutrées, des milliers de pages de règlements, et un vocabulaire conçu pour endormir : gouvernance, convergence, mécanisme, stabilité, résilience.

C'est ainsi qu'a émergé l'Europe post-démocratique. Elle n'a rien conquis. Elle s'est installée. Comme une buée : invisible, mais totale.

Après 2007, quelque chose se fissure. Un principe nouveau s'impose : si les citoyens refusent, le projet continue, autrement. Plus besoin de convaincre : il suffit de dépolitiser. La démocratie devient décorative ; la technique, elle, devient impérative.

Le mot magique est "nécessaire". Il remplace "impopulaire". Il remplace "intrusif". Il remplace "autoritaire". En langage européen, "nécessaire" signifie : au-dessus du débat.

Et il faut le reconnaître : l'Union européenne est devenue prodigieusement efficace à produire des normes que plus personne ne lit, parfois même les parlementaires le reconnaissent eux-mêmes. La société devient un problème d'ingénierie ; les citoyens deviennent des variables. On gouverne avec des objectifs 2030, 2040, 2050 ; jamais avec un mandat. Le tableau de bord n'est plus national : il est distant, abstrait, impersonnel.

Regardons un instant l'architecture réelle.

Les commissaires européens ne sont élus par personne. Ils sont désignés, souvent issus d'accords politiques nocturnes.

La BCE contrôle la monnaie de 20 États sans jamais passer devant une urne. Ses décisions n'appartiennent à aucun peuple, mais engagent tous les peuples.

La Cour de justice de l'Union européenne peut invalider une loi nationale au nom d'un principe jamais ratifié par référendum : la primauté absolue du droit européen, consacrée dans l'arrêt Costa contre ENEL (1964), jamais validé démocratiquement.

Ce n'est pas un complot. C'est écrit noir sur blanc dans les traités. Il suffit de les lire, ce que presque personne ne fait. Et cette indifférence a créé un espace immense, où la technique remplace le vote et où l'autorité se déploie sans jamais affronter cette chose imprévisible qu'on appelle un peuple.

Même les chefs d'État changent lorsqu'ils arrivent à Bruxelles. C'est un phénomène connu des diplomates : une fois dans la salle du Conseil, entourés de trente technocrates convaincus, ils absorbent la logique ambiante. Pas par trahison. Par osmose. Parce que l'atmosphère, là-haut, est une chambre close qui fabrique sa propre normalité.

Pendant ce temps, sur le continent, les citoyens sentent qu'on leur parle d'en haut. On leur explique la monnaie comme un algorithme, l'énergie comme une équation, l'alimentation comme une trajectoire, l'avenir comme une feuille Excel. Les élections nationales, elles, se réduisent de plus en plus à des commentaires tardifs sur des décisions déjà verrouillées ailleurs. On donne encore le volant aux gouvernements, mais le moteur n'est plus sous le capot.

Et revient toujours la même phrase : "Bruxelles demande." Ou pire : "Bruxelles exige." Un mot devenu sujet grammatical, une force quasi météorologique qu'on ne discute plus.

Mais Bruxelles, ce sont des gens. Compétents, oui. Sûrs d'eux, surtout. Persuadés que les peuples ne comprennent pas ce qui est bon pour eux, et que les élections sont des obstacles au sérieux. La démocratie cyclique les agace. La technocratie continue les rassure.

Ainsi est née l'Europe post-démocratique : sans drame, sans coup d'éclat, sans coup de force. Juste par prolifération. Un organisme qui se duplique, se renforce, s'auto-légitime.

Et elle adore donner des leçons. Aux Balkans, à la Pologne, à la Hongrie, aux États-Unis, parfois même à la France. Elle définit ce qu'est un "bon gouvernement", alors que sa propre structure ferait trembler Montesquieu : exécutif sans peuple, législatif sans initiative, juridiction supérieure sans souveraineté, monnaie sans contrôle démocratique.

Une démocratie sans démos. Une république sans res publica.

Mais il manque encore l'essentiel. Car chaque fois que la démocratie réelle se retire, quelque chose avance dans son ombre. Un vide se forme. Et dans ce vide s'engouffrent les forces les plus patientes, les plus habiles, les plus déterminées.

Le droit supranational n'est pas un concept théorique : c'est une mécanique qui se referme lentement mais sûrement sur les États membres. Certains s'en satisfont. D'autres en profitent. La France, elle, suffoque, prisonnière d'un réseau de normes qu'elle a parfois contribué à écrire sans jamais mesurer la chaîne qui en sortirait.

Il est donc temps de regarder ce que cette architecture fait réellement à notre République. Non pas en théorie. Dans la chair : l'énergie, le budget, la défense, les frontières, la monnaie, l'industrie, ces leviers qui distinguent un État d'un département administratif.

Le prochain chapitre ne pose plus la question en termes abstraits. Il trace la ligne précise où finit la France... et où commence la dilution.

CHAPITRE 4 QUAND LA RÉPUBLIQUE RESPIRE ENCORE... MAIS QUE SA SOUVERAINETÉ S'ÉTEINT

Il suffit parfois d'ouvrir un manuel de droit constitutionnel pour sentir un léger vertige. Pas un pamphlet militant : juste la Constitution de 1958, ce texte calme et solennel qui affirme, dans une phrase limpide, que "la souveraineté nationale appartient au peuple". En la relisant aujourd'hui, on a l'impression de visiter un monument dont les murs tiennent encore, mais dont les meubles ont disparu.

Pendant des décennies, la France s'est raconté une belle histoire : elle serait "le moteur de l'Europe", la nation respectée, celle qui oriente la stratégie du continent. Une fiction élégante. Une posture confortable. Mais à mesure que les traités se succédaient, Maastricht en 1992, Amsterdam en 1997, Lisbonne en 2007, la souveraineté française s'est mise à fondre. Lentement. Silencieusement. Comme une cire qui coule.

La ruse a toujours été la même : le vocabulaire. La dépossession ne s'est jamais présentée comme telle. Elle s'est habillée de mots doux : "partage", "coopération", "intégration". Ces mots laissent croire qu'on construit ensemble alors qu'ils désignent, très souvent, ce que l'on abandonne.

Résultat : l'Union européenne détermine aujourd'hui la manière dont la France organise son marché intérieur, encadre ses entreprises, structure sa politique énergétique, fixe ses normes environnementales, contrôle son commerce extérieur et surveille son budget. Chaque transfert ressemblait à un ajustement mineur. Mais à force d'ajustements, c'est tout le meuble qui a changé.

La mécanique institutionnelle, elle, ne varie jamais. À Paris, un ministre promet de défendre la souveraineté. À Bruxelles, il découvre un article, une clause, une jurisprudence, un "cadre européen". En coulisses, la machine administrative produit avis, interprétations, recommandations dont chacun sait qu'elles n'ont de "recommandations" que le nom. Quelques semaines plus tard, le même ministre revient devant les

caméras pour célébrer un "compromis équilibré", souvent exactement l'inverse de ce qu'il avait annoncé.

Ce n'est pas un complot. C'est une culture. Placez un responsable politique, élu, légitime, dans un environnement où la nation est perçue comme un archaïsme, et vous verrez : il adoptera le langage ambiant.

La gravité bruxelloise est douce mais constante. Elle façonne. Elle normalise. Et bientôt, même les dirigeants les plus souverainistes parlent comme s'ils récitaient un rapport de la Commission.

Les conséquences en France sont visibles partout. Le pays du Code civil ajuste ses lois industrielles en fonction du droit de la concurrence européen. Le pays de l'indépendance énergétique se fait rappeler que son électricité doit respecter "les règles du marché". Le pays de Montesquieu voit des pans entiers de décisions essentielles être désormais prises dans des instances où aucun Français n'a voté pour personne.

Trois faits suffisent à mesurer l'ampleur du basculement.

Depuis 2007, 60 à 70 % des lois françaises résultent de normes européennes, selon les estimations du Secrétariat général des affaires européennes.

La Commission détient le monopole de la proposition législative, une singularité mondiale : un exécutif non élu qui fixe l'agenda du législatif.

La Cour de justice peut annuler une loi française au nom de la primauté du droit européen, un principe jamais ratifié par référendum en France.

Et pourtant, dans les discours, on brandit le mot "souveraineté" comme une incantation. Plus elle recule dans les faits, plus on la ressuscite dans les mots. Il faut aujourd'hui trois paragraphes de rhétorique pour affirmer une autonomie qui n'existe parfois plus que symboliquement.

La France n'est pas morte. Mais elle avance comme quelqu'un qui garde la tête haute tout en sachant qu'un autre a choisi la direction.

La dilution institutionnelle est présentée comme une évolution naturelle, presque biologique : "l'Europe, c'est l'avenir ; la nation, c'est le passé." Curieuse logique, quand on sait que toute puissance repose

d'abord sur la maîtrise de ses décisions. Dans la narration européenne, s'effacer serait rayonner, perdre ses leviers serait gagner en influence. Sans ce récit, sans les communicants qui le murmurent aux dirigeants, il s'écroulerait en une seconde.

Le constat, lui, ne demande aucun effet dramatique : La République française existe encore dans les textes. Elle existe de moins en moins dans la pratique. Et une fois cette vérité posée, une évidence apparaît : dans cette Europe qui redoute le politique et fuit le conflit intérieur, il fallait un adversaire simple, rassembleur, extérieur. Un ennemi clair, commode, mobilisateur. Pas la Russie réelle : la Russie imaginaire. Non pas un voisin complexe, mais un repoussoir idéal pour cimenter une Union dispersée.

On pourrait croire que l'effritement silencieux de la souveraineté française n'a frappé que notre présent, qu'il s'est joué dans les traités récents, les compromis techniques, les renoncements budgétaires. Mais ce serait se tromper lourdement. Une souveraineté ne meurt jamais d'un seul coup : elle s'érode d'abord dans la mémoire, dans ce que l'on oublie, dans ce que l'on ne veut plus regarder.

Car avant que les communicants ne fabriquent des récits clés en main, avant que chaque crise ne devienne un slogan, avant que l'on ne redessine des ennemis à la carte, il existait une chose que l'on a méthodiquement mise de côté : l'histoire. La vraie. Celle qui résiste aux hashtags et aux indignations instantanées. Celle qui, si on l'écoutait encore, rendrait bien plus difficiles les simplifications confortables.

Et c'est précisément là que commence la suite : dans ce passé qu'on a laissé prendre la poussière, volontairement ou non, et qui pourtant contenait déjà toutes les prémises du monde d'aujourd'hui.

CHAPITRE 5 CE QUE L'HISTOIRE DISAIT AVANT LES PROPAGANDES

Il paraît qu'avant de détester quelqu'un, il faudrait au moins savoir d'où il vient. S'il est un conflit où l'Europe a soigneusement évité cet exercice élémentaire d'honnêteté intellectuelle, c'est bien celui qui oppose aujourd'hui l'Ukraine et la Russie. L'époque préfère les slogans aux archives. Les hashtags à la chronologie. Les postures morales aux contextes. L'histoire, elle, n'aime rien de tout cela.

Commençons donc par le commencement, ou du moins l'un de ses noyaux : la Rus' de Kiev, Xe siècle. Un foyer de civilisation slave dont dérivent trois peuples modernes : Russes, Ukrainiens, Biélorusses. Ils n'étaient pas cousins : ils étaient la même souche. Un même arbre avant d'être trois branches.

Les siècles passent, les dominations aussi : la puissance lituano-polonaise, l'expansion impériale russe, les partitions, les recompositions. Puis vient l'Empire russe, puis l'URSS. Et dans l'Union soviétique, l'Ukraine n'est pas une province lointaine : c'est un pilier stratégique, agricole, industriel, démographique. Cela n'excuse rien, mais cela explique beaucoup.

Le problème, aujourd'hui, c'est que "expliquer" est devenu suspect. Expliquer ressemble trop à comprendre. Comprendre ressemble trop à excuser. Alors, pour éviter d'être accusé de mollesse morale, on préfère hurler plutôt qu'analyser.

L'histoire russo-ukrainienne est faite d'attachements profonds, mais aussi de blessures réelles. Parmi elles :

Le Holodomor (1932–33) : une famine provoquée par les politiques staliniennes, traumatisme central de la mémoire ukrainienne.

Les purges, la domination soviétique, la russification.

Mais aussi des réalités plus mêlées : millions de familles mixtes, élites circulant de Moscou à Kiev, villes et industries intriquées.

On ne découpe pas un tel héritage au scalpel. Encore moins à coups de communiqués diplomatiques.

La véritable fracture commence en novembre 2013. La place Maïdan devient l'épicentre d'un soulèvement dont on oublie souvent la mécanique réelle. Déclenché par la suspension de l'accord d'association avec l'UE, le mouvement se transforme en confrontation ouverte après l'apparition de groupes armés, dont le rôle exact reste encore aujourd'hui sujet à enquête.

Le 20 février 2014, les tirs de snipers, jamais attribués de manière définitive, provoquent la bascule : en moins de 72 heures, le président Ianoukovytch, pourtant encore juridiquement en poste, fuit Kiev tandis que le Parlement vote sa destitution sans respecter les 338 voix requises par la Constitution ukrainienne. L'UE reconnaît immédiatement le nouveau pouvoir ; Washington le soutient publiquement. Moscou, lui, dénonce un changement de régime accéléré, conduit hors du cadre constitutionnel.

C'est ce moment précis, la chute d'un président dans des conditions contestées, qui fissure durablement l'architecture de sécurité européenne et ouvre la séquence dont nous payons encore les conséquences.

Cette rupture se creuse encore plus avec l'annexion de la Crimée, en mars 2014. Des forces russes sans insignes prennent le contrôle des sites stratégiques de Crimée avant qu'un référendum, organisé en dix jours et jugé contraire au droit international par l'ONU, ne valide à 96,7 % le rattachement à la Russie.

Moscou justifie l'annexion par la présence majoritaire de russophones et par l'accord de stationnement de sa flotte à Sébastopol, tandis que Kiev, l'UE et les États-Unis y voient une violation directe de la souveraineté ukrainienne et des engagements signés en 1994 dans le mémorandum de Budapest.

Puis le Donbass s'est enfoncé dans une guerre hybride où s'entremêlaient milices locales, forces régulières ukrainiennes et soutiens russes officieux, un conflit jamais déclaré mais déjà meurtrier, qui a creusé des lignes de fracture impossibles à refermer.

Signés en 2014 puis renforcés en 2015, les accords de Minsk devaient geler le front du Donbass, mais sont vite devenus une trêve fantôme : chacun les invoquait, personne ne les appliquait, et leur non-respect méthodique a transformé une paix promise en compte à rebours silencieux vers l'escalade

En arrière-plan, trois peurs : peur russe de voir l'OTAN atteindre sa frontière historique, peur occidentale d'un retour de l'influence russe, peur ukrainienne d'une tutelle perpétuelle.

Résultat : un engrenage, nourri par chacun des protagonistes. L'Occident parle d'agression. Moscou parle de provocation. Kiev parle d'émancipation. Les faits, eux, parlent d'un tissu ancien, déchiré, raccommodé, retendu, puis craqué.

L'objectif de ce chapitre n'est pas de choisir un camp, il existe assez de plateaux télé pour cela. Il est de rappeler une banalité devenue subversive : on ne comprend pas un conflit millénaire avec 90 secondes d'indignation télévisuelle.

Un conflit n'oppose pas des anges à des monstres. Il oppose des mémoires, des blessures, des ambitions, des malentendus et beaucoup d'aveuglements volontaires. Et l'Europe, somnambule, avance au milieu de cette forêt en refusant obstinément de regarder derrière elle, là où se trouvent les causes profondes de ses erreurs actuelles.

Le décor est désormais posé. Reste la question qui obsède le débat européen depuis 2022 : La Russie est-elle réellement l'ennemie de la France ? Ou bien ce rôle lui a-t-il été attribué... parce qu'il était utile ?

CHAPITRE 6 RUSSIE : UN ENNEMI FABRIQUÉ ?

Il est devenu presque rituel, aujourd'hui, d'annoncer la Russie comme "notre ennemi". On l'entend dans les dépêches, on le lit dans les communiqués, on l'assène sur les plateaux avec l'assurance distraite de ceux qui récitent un texte mémorisé. Le mantra rassure : il simplifie un monde trop complexe. Il donne une forme aux peurs diffuses. Et surtout, il évite de regarder ailleurs.

Mais si l'on impose la contrainte élémentaire de la preuve, un acte hostile dirigé contre la France, un geste de guerre, une agression directe, la scène du crime disparaît aussitôt. Il n'existe dans l'histoire franco-russe aucune inimitié structurelle, aucun contentieux comparable à ceux qui ont opposé la France à l'Allemagne, au Royaume-Uni ou à l'Italie. À la place, on trouve : des alliances décisives (1892, 1914), des combats menés côte à côte (Seconde Guerre mondiale), et jusqu'à récemment, des coopérations nucléaires, énergétiques, spatiales et industrielles.

Dire cela n'a rien d'un angélisme. La Russie contemporaine peut être brutale, opaque, intrusive. Mais ce que ce chapitre rappelle, c'est une distinction simple : être un acteur difficile ne fait pas de vous un ennemi naturel.

Pendant des décennies, la France a travaillé avec Moscou pour une raison très terre-à-terre : cela servait ses intérêts. L'Europe entière s'est appuyée sur le gaz russe pendant vingt ans, c'est un fait, pas un péché. Encore en 2021, 40 % du gaz consommé dans l'UE venait de Russie. L'Allemagne dépendait à 55 %. La France, moins, mais elle n'était pas neutre.

Si la Russie était "l'ennemi éternel", cela ne se verrait ni dans les pipelines, ni dans les contrats, ni dans les coopérations scientifiques, ni dans les réunions du G8 auxquelles elle participait jusqu'en 2014. Un

ennemi que l'on invite à la table du G8... est un ennemi d'un type très particulier.

Alors pourquoi ce renversement soudain ? Pourquoi cette conversion éclair au récit de l'"ennemi russe", récit qu'aucun historien sérieux ne peut qualifier d'évident ?

La réponse tient en trois blocs.

Le premier, où un ennemi extérieur soude ceux qui se fissurent de l'intérieur.

Lorsqu'un système politique doute de lui-même, la figure de l'ennemi devient un outil d'une efficacité redoutable. Elle justifie les mesures d'exception. Elle détourne les colères internes. Elle donne un sens artificiel à des institutions en perte de légitimité. Ce n'est pas une théorie. C'est une constante historique. Les États fragiles fabriquent des menaces externes comme des paratonnerres. Et l'Europe de 2022 n'était pas au sommet de sa stabilité : crise énergétique, crise sanitaire, crise budgétaire, montée des partis populistes, défiance démocratique. Un cocktail parfait pour qu'un ennemi extérieur devienne utile.

Le second bloc se concentre sur le poids des alliances : la stratégie par procuration.

Dans le triangle géopolitique Washington–Bruxelles–Moscou, l'Europe ne parle jamais totalement en son nom. Elle réagit, elle s'aligne, elle compense. Les sanctions, les ruptures énergétiques, les transferts d'armements, tout cela n'a pas été décidé dans une chambre hermétique de Bruxelles, mais dans une dynamique où les États-Unis ont joué un rôle moteur. Cela ne signifie pas que l'Europe obéit. Cela signifie qu'elle suit le mouvement d'une architecture sécuritaire qu'elle n'a jamais réellement maîtrisée. L'ère post-guerre froide a produit un paradoxe : plus l'Europe parlait d'autonomie, plus elle dépendait des États-Unis pour sa sécurité. Et dans ce système, "l'ennemi russe" a joué une fonction structurante. Il a solidifié l'OTAN, ravivé sa mission, justifié

sa présence, et rendu l'Europe à nouveau dépendante de son parapluie militaire.

Enfin, le dernier bloc pose la vraie question : qui profite réellement de la rupture avec Moscou ?

Il suffit de poser trois questions simples : Qui fournit désormais le gaz liquéfié à l'Europe ? Les États-Unis, devenus en 2023 le premier fournisseur de GNL du continent. Qui a multiplié ses profits dans l'industrie de défense depuis 2022 ? Les acteurs américains et quelques groupes européens alignés. Qui tire bénéfice d'une Europe fragmentée, affaiblie, anxieuse ? Ceux qui la préfèrent dépendante. Ce n'est pas du complot. C'est de l'économie politique.

Alors, la Russie est-elle l'ennemi de la France ?

Factuellement, non. Elle n'a jamais attaqué notre territoire. Elle n'a jamais renversé nos institutions. Elle n'a jamais menacé la souveraineté française de manière directe.

Cela ne l'innocente en rien dans ses actes récents. Mais cela invalide la narration d'un "ennemi naturel". Le récit n'est pas né de l'histoire. Il est né du contexte. Puis de l'opportunité. Puis de l'utilité. Le renversement brutal

On pourrait penser qu'une fois cette construction identifiée, elle s'effondrerait d'elle-même. Mais c'est l'inverse qui se produit : plus la fiction vacille, plus elle est renforcée. Car un ennemi imaginaire, lorsqu'il structure tout un système, devient vite un ennemi indispensable. Et c'est là que l'Europe bascule dans un autre régime : celui où la paix devient un risque, et où la tension devient un carburant institutionnel.

Le chapitre suivant explore cette mécanique froide : pourquoi Bruxelles a-t-elle besoin du conflit plus qu'elle n'a besoin de stabilité ? Pourquoi chaque tentative de désescalade échoue-t-elle contre un mur invisible ?

Pourquoi la paix est-elle devenue... la seule option que l'Union européenne ne peut plus se permettre ?

CHAPITRE 7 LA PAIX COMME MENACE : POURQUOI BRUXELLES PRÉFÈRE LA TENSION

Il y a des vérités qui font comme un petit froid quand on ose les prononcer à voix haute. La plus dérangeante d'entre elles est simple : l'Union européenne n'a pas été pensée pour faire la paix. Ce n'est pas une faute de langage ni une provocation gratuite. C'est un constat matériel, aussi sec qu'un arrêt de jurisprudence : l'UE n'a ni peuple uni, ni armée propre, ni récit commun suffisamment puissant pour imposer une trêve à un voisin qui tient des chars. Elle a, en revanche, des procédures. Des mécanismes. Des commissaires à l'air décidé et des bureaux qui aiment les formulaires.

Regardez-la : cette gigantesque administration, et imaginez-la en tenue de chef d'orchestre. Elle brandit des graphiques, consulte des feuilles Excel, impose des cadres 2030, 2040, 2050. Elle sait réguler un marché du lait sur trois cent pages et rédiger une directive de cent pages sur les conditions d'étiquetage d'un fromage. Mais lui demander de négocier la paix, c'est comme demander à un architecte de dessiner une âme : ce n'est pas dans son outil-kit. L'UE est faite pour normaliser, standardiser, routiniser. La paix, elle, exige autre chose : autorité, vision, pouvoir. Autrement dit : souveraineté. Et la souveraineté, l'Union ne l'a pas.

Alors elle fait ce qu'elle sait faire de mieux : elle invente la morale. Faute d'avoir les moyens matériels de pacifier, elle produit des causes. Faute d'avoir une armée commune, elle proclame la vertu commune. Faute d'un peuple qui parle d'une seule voix, elle érige un ennemi narratif. On sait depuis longtemps que rien n'unit mieux des groupes divisés qu'un adversaire clair. Les États-Unis ont eu l'URSS, l'URSS a eu l'OTAN. L'UE, qui n'avait pas d'ennemi, a trouvé le sien. Si la guerre est parfois un instrument de politique, la paix peut être, pour une administration, une erreur de calcul.

Regardez aussi la pantomime : parce qu'elle ne peut pas être puissance, l'Union adopte les habits de la puissance. Elle empile les déclarations et gagne en posture ce qu'elle perd en instruments. Elle parle d'"alignement" et de "solidarité" avec la gravité d'un général, alors qu'elle n'exerce pas un commandement réel. À défaut de pouvoir frapper, elle frappe symboliquement, par sanctions, par listes noires, par interdictions financières. Le symbole remplace l'effet. Le mot remplace le geste. Et le mot, lui, a l'avantage d'être propre et réutilisable.

Ajoutez à cela la dépendance : un continent qui rêve d'autonomie mais respire sous un parapluie. L'Europe peut faire beaucoup de choses, mais pas sans la machine américaine qui a assuré sa sécurité depuis sept décennies. Le parapluie existe ; la filiation est longue. Quand l'ombre portée définit la menace, l'Union finit par la reproduire. Ce n'est ni une affaire de volonté ni une scène de soumission ; c'est une mécanique de moyens. On peut rêver d'une politique étrangère autonome pendant des heures ; tant que les infrastructures militaires, technologiques et logistiques sont celles d'un autre, ce rêve reste du domaine de la littérature.

Et puis il y a la psychologie des institutions, cette part humaine et presque prévisible : une administration s'épanouit quand on lui confie des tâches nouvelles. Donnez-lui une crise et elle grandit ; retirez-lui la crise et elle se réduit. Pendant la pandémie, l'UE s'est découverte budgétairement ; lors de la crise énergétique, elle a trouvé un rôle régulateur ; avec la guerre en Ukraine, elle hérite d'une centralité stratégique inédite. Chaque épisode accroît le pouvoir des directions générales, des agences, des comités qui, la veille, étaient de simples rouages. Pour ces structures, la paix n'est pas une récompense mais une perte sèche : elle ôterait légitimité, budget, motifs d'intervention. C'est cruellement banal, mais c'est ainsi : la stabilité érode les raisons d'être de ceux qui prospèrent dans l'exception.

Enfin, il y a la question du carburant économique. Transformer des chaînes civiles en chaînes d'armement, réorienter des usines, ouvrir des crédits massifs pour des programmes de défense, voilà ce qui transforme des décisions en intérêt pérenne. Une "économie de guerre" n'est pas une métaphore : c'est une réalité industrielle. On lance des programmes, on crée des emplois, on structure des filières entières. On ne débranche pas ça du jour au lendemain sans provoquer des dégâts sociaux et politiques considérables. Une fois la machine mise en route, elle réclame sa menace. Une fois que les budgets suivent la logique de la confrontation, la paix devient non seulement coûteuse à organiser : elle devient économiquement dissuasive.

Si vous voulez une formule, prenez celle-ci : la paix est une architecture, l'Union européenne est une administration. L'une réclame des décisions, des renoncements, des négociations complexes et souvent impopulaires ; l'autre organise, dilue, procède. La paix stabilise ; la bureaucratie prospère sur l'instabilité. La paix exige des comptes ; la procédure préfère les compromis qui n'engagent personne vraiment. Tous ces constats ne sont ni des accusations morales ni des complots ourdis dans l'ombre. Ils sont des effets pervers de systèmes construits pour d'autres finalités.

Alors on me dira que tout cela est trop cynique, que la paix est une valeur et que l'UE la porte. Certes. On peut ficeler des résolutions, voter des motions, brandir des principes. Mais brandir une valeur n'est pas la construire. Et quand les actes réels, les budgets, les orientations industrielles, les alliances, pointent vers une logique contraire, le discours devient un masque.

Au fond, la vraie question, celle que personne n'ose formuler autrement que sur le ton de la défiance, est simple et terrifiante : si l'Union n'est pas l'acteur de la paix, alors pourquoi est-elle dans cette guerre ? Si elle ne peut pacifier, que cherche-t-elle à gagner en s'enlisant ? Qui, dans cet échiquier, tire avantage d'une tension qui dure

? À qui profite la centralisation accélérée, la dépense militaire massive, la dépendance technologique renforcée ?

Avant de répondre, arrêtons-nous un instant. Arrêtons les mots creux et regardons les gestes. Qui a saisi ? Qui a bloqué ? Qui a sanctionné ? Qui a livré ? Qui a coupé les tuyaux ? Qui a réorienté les flux ? La politique internationale se lit dans les actes, jamais dans les communiqués. Il est temps d'ouvrir les dossiers, de raconter les décisions comme des gestes concrets. Car la paix, pour exister, ne peut être un tweet ; elle a besoin d'une volonté organisée, d'un coût assumé et d'une capacité à faire revenir l'autre à la table.

Le prochain chapitre ne parlera pas d'intentions ni de perceptions. Il fera un inventaire. Il mettra côte à côte les gestes et leurs conséquences, l'ordre chronologique des décisions, l'effet concret des sanctions et des ruptures, l'ampleur des basculements industriels et énergétiques. On rangera les faits, sans lyrisme ni panique. On dira qui a agi et comment. Parce que, avant tout, il faut savoir nommer pour comprendre. Et comprendre, c'est parfois la première condition pour espérer changer.

CHAPITRE 8 LA GUERRE AVANT LA GUERRE : INVENTAIRE DES ACTES QUE PERSONNE NE VEUT LIRE

Il existe un trait commun à toutes les puissances : aucune ne se voit comme l'agresseur. L'agresseur, c'est toujours l'autre. L'Occident, la Russie, l'OTAN, les États : tous préfèrent se draper dans la vertu offensée. C'est plus confortable, plus vendable. Et surtout : cela évite de se regarder en face.

Pourtant, une fois les slogans rangés, une question revient, brute, presque interdite : Dans cette séquence Russie–Europe, qui agresse qui ?

On oublie trop vite que, bien avant les sanctions, l'Europe et la Russie vivaient un mariage de raison. Pas d'amour, mais une dépendance mutuelle si efficace qu'elle tenait lieu de paix. En 2013 encore, 30 % du gaz européen venait de Russie, les diplomates parlaient d'"intérêts partagés", et tout le monde feignait de croire que les tuyaux étaient plus solides que les géographies.

Puis vint 2014. La Crimée, l'électrochoc. L'Europe cria à l'agression. La Russie cria à l'encerclement. Les sanctions tombèrent : interdictions d'accès aux marchés, gels d'avoirs, restrictions technologiques. Moscou répondit par un embargo alimentaire. Et chacun prétendit... réagir. Les nations ne "commencent" jamais, elles "répondent". Elles réagissent depuis des siècles.

La guerre devint alors molle, continue, sans nom. Sanctions, contre-sanctions, troupes qui bougent, retraits qui s'enchaînent, déclarations inquiètes. Comme deux joueurs d'échecs qui déplacent leurs pièces en jurant qu'ils ne jouent pas.

Puis 2022. Un coup de marteau sur la vitre.

L'invasion de l'Ukraine fit voler le consensus en éclats. L'Europe entra en état d'urgence narrative, la Russie en état d'urgence militaire, les États-

Unis dans leur rôle familial : fournisseurs d'armes et d'encadrement stratégique. Et le public européen, lui, se noya sous des versions incompatibles de la même histoire.

Les pipelines sautèrent comme dans un roman de gare. Les enquêtes s'enlisèrent. Les versions changèrent d'un mois à l'autre. Impossible de répondre clairement à la question la plus simple : qui a fait quoi ?

À ce moment-là, chacun se proclama agressé. La Russie dit qu'elle n'avait plus le choix. L'Europe dit qu'elle "défendait la démocratie". L'OTAN dit qu'elle n'était pas impliquée, tout en franchissant chaque semaine un degré supplémentaire d'implication.

Et la France, qui n'était menacée par aucun missile, aucun discours, aucune armée, entra pourtant dans la crise comme si sa survie même était en jeu. C'est un choix stratégique, pas une agression subie.

Il faut le dire : la France n'a été attaquée par personne dans cette histoire. Elle a choisi de s'aligner. Elle a choisi son rôle. Elle a choisi d'être un protagoniste d'un conflit qui ne la visait pas. Cela peut être courageux ou imprudent, mais certainement pas forcé.

Alors, qui agresse qui ? La vérité est moins confortable : chacun agresse selon son registre.

La Russie agresse militairement l'Ukraine. L'Europe agresse économiquement la Russie. La Russie agresse énergétiquement l'Europe (les volumes de gaz coupés dès juin 2022). L'OTAN agresse stratégiquement la Russie depuis vingt ans d'élargissement successif. Et la Russie agresse politiquement ses voisins pour figer ses zones d'influence.

Personne ne dit "j'ai commencé". Tout le monde dit "je suis obligé".

Mais le vrai scandale n'est pas là. Il est ici : les dirigeants ne paient jamais le prix de leurs actes. Les peuples, toujours. Eux perdent l'énergie, la vérité, la stabilité, parfois la paix. Eux qu'on prépare, lentement, à accepter l'idée de l'inacceptable.

Chaque camp se dit agressé pour justifier une escalade dont plus personne ne contrôle le tempo. Chaque camp se dit victime pour masquer ses choix. Chacun espère que l'autre franchira la ligne en premier, pour hériter de la faute morale.

En réalité, il n'y a pas d'agresseur unique. Il n'y a que des puissances qui avancent leurs pions tout en exigeant d'être saluées comme vertueuses.

Et c'est précisément ce qu'il fallait nommer. Sans hystérie. Sans slogans. Sans trembler. Parce qu'on ne réveille pas un peuple avec des récits anesthésiés. Mais si la question "qui agresse qui ?" devient impossible à poser, une autre s'impose, plus dérangeante encore : qui décide vraiment pour l'Europe ?

Car au milieu de ce bras de fer Moscou-Bruxelles, un acteur avance ses pièces sans qu'on ose l'interroger.

Ce n'est ni la Russie. Ni l'Ukraine. Ni même l'Union européenne, qui parle beaucoup mais décide peu.

C'est le vieil allié. Le protecteur stratégique. Celui à qui l'Europe délègue sa survie depuis 1949 : les États-Unis.

Une Europe qui dit être agressée par la Russie oublie de dire qu'elle vit sous perfusion américaine : militaire, stratégique, narrative. Et à force de respirer par un poumon extérieur, elle a oublié comment respirer seule.

Avant de parler d'ennemis, il faut donc parler de tuteurs. Avant de parler de souveraineté, il faut parler de dépendance.

La vraie question n'est plus : "La Russie menace-t-elle l'Europe ?" Mais : "L'Europe existe-t-elle sans Washington ?"

CHAPITRE 9 LA VASSALITÉ TRANQUILLE : COMMENT L'EUROPE S'EST MISE EN PILOTE AUTOMATIQUE

L'expression "allié naturel" est devenue, avec le temps, comme un vieux couple qui fait bonne figure pour éviter de se disputer les meubles. Officiellement, Europe et États-Unis sont unis par les valeurs, l'histoire, la démocratie, l'OTAN. Officieusement, c'est un mariage où l'un choisit tout, du canapé jusqu'à l'heure du coucher, pendant que l'autre remercie pour la visite guidée.

Depuis trente ans, la relation transatlantique ressemble à un film où le héros occupe tout l'écran et où les figurants n'apparaissent que pour lui tendre un accessoire. Quand Washington est fort, il "conseille". Quand il doute, il "oriente". Quand il se sent menacé, il "dirige". Et quand il se montre généreux, il nous vend du gaz naturel liquéfié trois à quatre fois le prix du gaz russe de 2021, tout en expliquant qu'il s'agit de solidarité énergétique.

On aurait pu croire qu'après 1991, l'Europe profiterait enfin de son moment d'émancipation : marché unique, monnaie commune, stratégie extérieure. Une puissance adulte en devenir. Mais dès qu'une crise apparaît, un réflexe pavlovien se réactive : lever les yeux vers Washington, comme un élève attendant l'approbation du professeur. L'Union répète qu'elle est "la première puissance économique du monde", mais agit trop souvent comme un stagiaire anxieux qui espère avoir bien compris les consignes.

Le retour des tensions Est-Ouest l'a montré crûment. Quand les Européens débattent, les Américains tranchent. Ils ne demandent pas : ils annoncent. Ils ne proposent pas : ils fixent. Ils ne suggèrent pas : ils encadrent.

En 2022, lorsque Washington décide d'un changement massif de posture militaire en Europe, 20 000 soldats américains déployés

supplémentaires en quelques mois, les capitales européennes approuvent sans discuter. Et lorsqu'elles osent dire "réfléchissons", Washington répond : "Tu réfléchiras plus tard. Pour l'instant, on avance."

Il ne s'agit pas d'un complot. C'est pire : une habitude. Une habitude devenue réflexe. L'Europe ne sait plus dire non. Elle ne sait même plus si elle peut.

Soixante-dix ans sous parapluie américain ont transformé l'alliance en dépendance, la dépendance en posture, la posture en réflexe automatique. Quand Washington parle de sécurité, l'Europe acquiesce. Quand Washington évoque un "ordre mondial fondé sur des règles", l'Europe signe. Quand Washington envisage un affrontement stratégique durable, l'Europe demande comment participer, au lieu de demander si elle doit participer.

C'est cela, une perfusion : un lien vital devenu invisible.

Les dernières crises ont révélé une vérité que l'Europe évitait soigneusement : sa voix porte moins qu'elle ne l'imaginait, et ses marges de manœuvre sont devenues si étroites qu'on se demande si elles existent encore. Elle découvre soudain que son avenir peut se négocier ailleurs, à huis clos, dans des salles où ses dirigeants ne sont même pas conviés.

Le danger, aujourd'hui, n'est pas celui d'un divorce transatlantique : personne n'en veut. Le danger, c'est un couple où l'un commande et l'autre exécute, sous couvert d'égalité. Une relation où l'Europe suit, paie, approuve, mais ne guide jamais.

Peut-elle redevenir actrice ? Ou reste-t-elle condamnée au rôle de passager poli dans une voiture lancée vers un horizon brumeux ?

Pour répondre, il faut s'attaquer au cœur du problème : les dépendances matérielles, technologiques, industrielles et énergétiques. Toutes ces chaînes invisibles qui transforment une alliance en perfusion. Les États-Unis dominent les semi-conducteurs de pointe via leurs

entreprises et leurs licences, contrôlent l'exportation de nombreuses technologies stratégiques, et détiennent la clé de la dissuasion nucléaire européenne via l'OTAN.

Mais une dépendance matérielle peut se discuter. Elle peut se renégocier. On peut reconstruire une autonomie industrielle ou énergétique.

Il existe toutefois une dépendance plus profonde, plus dangereuse, car invisible : la dépendance narrative.

Celle qui façonne ce que nous "pensons". Celle qui sélectionne ce que nous voyons, ce que nous jugeons, ce que nous craignons. Celle qui glisse dans les discours, se faufile dans les titres, s'installe dans les débats à force de répétitions.

On peut contester une armée. On peut contourner un embargo. Mais comment contester une idée... si l'on ne sait plus qu'elle vient d'ailleurs ?

C'est peut-être le véritable point aveugle de l'Europe : elle n'est pas seulement sous perfusion militaire ou énergétique, elle est sous perfusion narrative.

Quand une idée devient naturelle, la servitude devient confortable.

Voilà pourquoi, avant de comprendre comment un peuple accepte l'inacceptable, il faut comprendre comment on fabrique son consentement. Comment on crée une urgence. Comment on façonne un ennemi. Comment on transforme un citoyen en spectateur docile, puis en supporter enthousiaste.

Nous quittons donc la géopolitique visible pour entrer dans le théâtre du récit, l'outil de pouvoir le plus sophistiqué du XXI^e siècle, celui où les opinions deviennent des armes et les récits, des chaînes.

CHAPITRE 10 LA FABRIQUE DU CONSENTEMENT 2.0

On aime imaginer la manipulation politique comme un théâtre d'ombres : une pièce sans fenêtres, trois stratèges penchés sur une carte du monde, des dossiers confidentiels qui sentent la poudre. Cette vision rassure. Elle entretient l'illusion qu'il existerait un lieu secret où tout se décide, un lieu qu'il suffirait d'ouvrir pour interrompre la manœuvre.

La vérité est plus inquiétante : il n'y a plus de coulisses. La manipulation moderne se déroule en pleine lumière.

Elle s'affiche dans les conférences de presse filmées sous six angles. Dans les "points pédagogiques" qui ne pédagogisent rien. Dans les bandeaux rouges programmés pour sonner comme des alarmes. Dans les mêmes phrases qu'on entend d'un ministère à l'autre, comme si la langue elle-même avait été calibrée.

Ce n'est pas caché. C'est visible. Et parce que c'est visible, personne n'y voit une stratégie.

Le XXI^e siècle n'a pas inventé la propagande. Il a inventé la saturation. Depuis le 11-Septembre, les démocraties occidentales vivent dans un état de crise permanente, recyclée de mois en mois, de menace en menace. Dans les années 2010, on théorise officiellement l'idée qu'on peut orienter un peuple sans le contraindre : le nudge entre dans les politiques publiques (Royaume-Uni en 2010, France en 2013), et l'environnement mental devient un outil d'ingénierie.

Puis arrive la décennie 2020. Plus besoin de cacher quoi que ce soit. Il suffit de parler sans arrêt.

Le citoyen baigne dans un bourdonnement continu. Alertes, notifications, éditions spéciales, experts standardisés. Ce n'est plus la censure qui étouffe les consciences. C'est le trop-plein. On pourrait

vérifier, croiser, analyser. Le cerveau en est encore capable. Mais qui a le temps ? Qui a la force ?

Dans ce tumulte, un rituel s'installe, toujours le même. Une "crise" apparaît. Les autorités annoncent. Les médias amplifient. Les réseaux polarisent. Les experts homologués valident. En quarante-huit heures, la question n'est déjà plus : "Est-ce vrai ?" mais : "Es-tu du bon côté ?"

Le doute devient faute. La nuance, un luxe. L'interrogation, une suspicion. Aucune conspiration n'est nécessaire : chacun pense protéger, chacun applique ses procédures, et ensemble ils produisent une machine d'adhésion émotionnelle.

La manipulation d'aujourd'hui ne repose plus sur le mensonge frontal. Elle repose sur le décor. Elle ne vous impose pas ce qu'il faut penser. Elle rend simplement coûteux, risqué, socialement dangereux de penser autrement. On vous laisse libre. Libre dans un couloir où l'on a effacé les portes.

On appelle ça pédagogie, communication responsable, lutte contre la panique. C'est en réalité une domestication mentale de haute précision. Et lorsqu'un fait résiste, lorsqu'une contradiction grince, une vieille alliée revient : la peur. La peur coupe la parole, neutralise la dissidence, transforme les citoyens en public docile. On ne discute plus. On attend. On obéit. L'histoire récente l'a montré : du niveau d'alerte terroriste permanent aux états d'urgence sanitaires répétés, la peur peut redéfinir les règles sans rencontrer de résistance.

Voilà où nous en sommes : dans un monde où la vérité compte moins que l'atmosphère qui la rend acceptable, où l'information n'éclaire plus, elle oriente, où la manipulation n'a plus besoin de se cacher, elle s'exhibe, sereine.

La question n'est plus : "Que nous dit-on ?" mais : "Pourquoi nous le dit-on ainsi ?"

C'est ici que notre époque bascule. Ici que les illusions se fendent. Ici que commence la descente vers un terrain plus profond, plus dérangeant : non plus les récits... mais les réflexes qu'ils installent.

Car avant de comprendre comment un peuple accepte l'inacceptable, il faut comprendre une chose simple, brutale, essentielle : on ne gouverne plus les citoyens. On règle leur seuil de peur.

CHAPITRE 11 LA PEUR COMME ARCHITECTURE POLITIQUE

Depuis une décennie, l'Europe a découvert une ressource d'une efficacité redoutable : une monnaie parallèle, plus stable que l'euro, plus universelle que le dollar, plus mobilisatrice que n'importe quel budget public. Cette monnaie n'a pas de symbole, pas de taux de change, pas de banque centrale. Elle ne passe ni par les marchés, ni par les urnes. Elle circule dans l'air, dans les écrans, dans les discours. Elle ne se vote pas : elle se respire.

Cette monnaie, c'est la peur.

Elle ne s'est pas imposée soudainement. Elle a gagné du terrain par paliers, chaque fois en profitant d'événements authentiques, une pandémie, un attentat, une crise énergétique, une flambée inflationniste, mais en leur donnant une dimension politique nouvelle. Ce ne sont pas les crises qui ont changé, mais la manière de les mettre en scène. Car dans l'Europe contemporaine, un fait n'a plus besoin d'être exceptionnel pour devenir historique : il suffit qu'il puisse servir de levier.

Souvenez-vous de la séquence. 2015 : les attentats. 2020 : la pandémie. 2022 : l'invasion de l'Ukraine. 2023 : la crise énergétique. 2024 : l'inflation record, les pénuries, les émeutes sporadiques, les alertes climatiques, les rapports alarmistes sur les réseaux sociaux et la "désinformation étrangère". À chaque fois, les dirigeants européens ont déclaré que la situation était "sans précédent". À force d'être exceptionnelles, les crises ont cessé de l'être. Elles sont devenues une matière première politique.

Et la peur, elle, un outil de gestion.

On l'a vue transformer un exécutif hésitant en chef de guerre sanitaire. Elle a excusé les erreurs de jugement, justifié les restrictions, légitimé les revirements. Elle a permis d'imposer des mesures que personne

n'aurait acceptées dans un contexte normal. Ce n'est pas un procès d'intention : ce sont des faits. Le Conseil d'État a confirmé que certaines mesures étaient "disproportionnées". Plusieurs gouvernements européens ont reconnu des décisions "prises dans l'urgence, sans base scientifique solide". La Commission européenne a admis que certains achats massifs de vaccins avaient été négociés sans transparence. Partout, la même mécanique : l'urgence supplantait la justification.

L'urgence n'a pas besoin de convaincre. Elle s'impose.

Progressivement, le vocabulaire politique s'est militarisé. Le virus a été présenté comme un "ennemi". La transition énergétique est devenue un "front". L'inflation, un "combat". Les réseaux sociaux, un "champ de bataille" contre la "toxicité informationnelle". L'ingérence étrangère, une "attaque hybride". Même le climat a été décrit comme un "adversaire implacable".

Et pendant que l'Europe multipliait les métaphores guerrières, elle restait l'un des continents les plus pacifiques du monde. Ironie immense : jamais la paix n'a autant parlé la langue de la guerre.

Cette atmosphère produit un effet sociologique bien connu : un peuple qui a peur cesse d'être un corps politique. Il devient un organisme à protéger. Le citoyen se transforme en patient. L'opposition devient un facteur de risque. Le désaccord devient une menace pour la stabilité collective. Là où la raison exigerait un débat, l'émotion exige une consigne.

Et dans cette brume émotionnelle, les libertés fondamentales deviennent facilement négociables. On dit que les restrictions sont "temporaires", que la transparence viendra "plus tard", que les dépenses exceptionnelles étaient "nécessaires compte tenu des circonstances". Le même lexique revient, d'un pays à l'autre. Il ne s'agit pas de complot : il s'agit d'un alignement. Les institutions apprennent les unes des autres, se confortent, se rassurent. La peur crée une solidarité verticale entre gouvernants. L'inquiétude renforce le pouvoir.

La mécanique est documentée. Les unités de "lutte contre la désinformation" se sont multipliées au sein de la Commission européenne, de l'OTAN, des ministères nationaux. Les agences sanitaires ont reconnu avoir modulé certains messages "pour éviter la panique". Les plateformes ont admis avoir modifié leurs algorithmes à la demande des gouvernements pour "assurer un climat d'adhésion sociale". Aucune de ces décisions n'a été secrète. Elles ont simplement été considérées comme techniques.

Lorsque la peur devient une norme administrative, elle n'effraie plus : elle structure.

Il y a un moment, dans toute société que l'on prépare discrètement à un choc, où la peur ne suffit plus. Elle a fait son œuvre : elle a fragilisé les certitudes, fissuré les résistances, entamé le discernement. Elle a rendu le citoyen plus attentif aux alarmes qu'aux arguments, plus réceptif aux injonctions qu'aux explications. Mais la peur, par nature, se dissipe. Elle fatigue. Elle perd de son intensité comme un orage qui s'éloigne. Et ceux qui gouvernent ne peuvent pas compter sur un moteur météorologique pour orienter durablement la conscience publique.

Alors commence l'étape suivante.

Quand la peur commence à faiblir, il faut la fixer. La cristalliser. Lui donner une forme, un visage, un nom. Car une émotion diffuse ne suffit jamais pour orienter un peuple ; il lui faut un récit. Et c'est ici que le mensonge entre en scène, non pas comme une rupture morale, mais comme une continuation logique. La peur crée la vulnérabilité ; le mensonge, lui, crée la direction. La première ouvre la porte, le second s'y engouffre.

Ce glissement est si ancien qu'il en devient banal. De Rome à Washington, de Londres à Moscou, les pouvoirs qui vacillent ont toujours compris que l'opinion brute ne se manipule pas : elle se fabrique. La peur pose le décor, le mensonge écrit le script. Et entre les

deux, il n'y a qu'un pas, un souffle, une phrase prononcée avec assurance lors d'une conférence de presse où chacun fait semblant d'oublier qu'il a déjà entendu la même histoire ailleurs, à une autre époque, avant un autre conflit.

Voilà pourquoi, après la saison de la peur, vient toujours la saison de la fiction déguisée en information. Quand un pouvoir veut mener un peuple vers un affrontement, il ne peut pas se contenter de l'effrayer. Il doit lui raconter pourquoi cette peur exige un ennemi, pourquoi l'urgence réclame une frappe, pourquoi le danger impose un sacrifice.

Et c'est ici, précisément ici, que s'ouvre le chapitre suivant. Là où la peur fabrique l'attention, le mensonge fabrique l'adhésion. Là où l'émotion ébranle, la narration enferme. Là où l'inquiétude prépare, la fiction scelle.

Nous avons respiré la peur. Maintenant, observons comment on nous apprend à croire ce qu'elle ordonne.

CHAPITRE 12 : TOUTE GUERRE COMMENCE PAR UN MENSONGE

On raconte que les guerres commencent par des tirs, par des frontières violées. C'est faux. L'humanité n'a jamais déclenché une guerre sur la base d'un fait brut. Toujours un récit, jamais une réalité. Un récit qui rassure, qui simplifie, qui dédouane. Un récit taillé sur mesure pour que le peuple accepte l'inacceptable.

L'histoire le répète avec une régularité chirurgicale. Ce n'est jamais la vérité qui mène au combat, mais la version la plus utile de la vérité. En 1964, par exemple, personne n'a attaqué la flotte américaine dans le golfe du Tonkin. Les archives déclassifiées l'ont confirmé bien plus tard. Et pourtant, ce soi-disant assaut inexistant a suffi pour entraîner les États-Unis dans l'enfer du Vietnam. Il en a été de même en 2003 lorsque, brandissant une fiole vide, un secrétaire d'État américain persuada la planète que l'Irak était une menace imminente. Il n'y avait aucune arme de destruction massive. Mais il fallait un prétexte. On en fabriqua un. Et on l'utilisa.

Ce mécanisme n'est ni occidental, ni moderne, ni technologique. C'est un invariant. On l'a vu en Libye, en 2011, lorsque l'on parla d'un massacre imminent pour justifier l'intervention. On l'a vu au Kosovo, où l'on annonça des génocides avant que les enquêtes internationales ne révèlent des chiffres sans rapport avec les slogans. On l'a même vu en Afghanistan, où l'on vendit l'idée d'une guerre courte, nécessaire, "propre", avant que vingt ans de chaos n'en révèlent la nature réelle.

Chaque fois, la même structure : une menace amplifiée, un ennemi désigné, une urgence créée. Et entre les lignes, toujours le même ingrédient : une population qu'il faut convaincre non pas par la raison, mais par la peur. Car aucune nation ne part à la guerre pour des raisons complexes. Il faut un argument simple. Il faut un frisson. Il faut une émotion.

C'est pourquoi les opérations militaires les plus meurtrières ne commencent pas sur un champ de bataille, mais dans un studio. Ou dans un bureau de communication. Ou dans un conseil de sécurité. Ou dans la tête d'un homme convaincu qu'une population inquiète vaut mieux qu'une population informée. Le mensonge n'est jamais gigantesque : il est précis, calibré, "vraisemblable". Il ne s'adresse pas à l'intelligence, il s'adresse au réflexe.

La modernité, en réalité, n'a rien changé. Elle a seulement amélioré la cadence. Plus besoin d'un grand mensonge unique, comme autrefois. Aujourd'hui, un brouillard de petites distorsions suffit. Une image sortie de son contexte, un chiffre "estimé", un rapport préliminaire, un témoignage approximatif, un expert qui "pense que". Une guerre moderne se prépare à ciel ouvert, au fil des notifications, dans le tempo des chaînes d'info en continu. Le front n'est plus la frontière : c'est l'attention.

Et c'est dans ce climat saturé que l'Europe évolue désormais. Une Europe où l'on répète inlassablement que l'ennemi est partout, que le danger s'intensifie, que la menace se rapproche. Une Europe où le doute devient suspect, où la nuance ressemble à une trahison, où chaque crise justifie un nouvel état d'exception. Il suffit de regarder la dernière décennie : pandémie, terrorisme, crise énergétique, inflation, climat, guerre, cybermenaces. Chaque fois, le même vocabulaire de l'urgence. Chaque fois, la même rhétorique alarmiste. Chaque fois, l'idée que la seule attitude raisonnable est l'obéissance.

C'est ainsi que fonctionne une démocratie en tension. Elle ne supprime pas le débat : elle l'étouffe sous une avalanche de récits officiels, où chaque contradiction est renvoyée au camp de l'irrationnel ou du dangereux. Il ne s'agit plus de convaincre : il s'agit de réduire l'espace mental dans lequel la raison pourrait, un jour, se poser et dire non.

Car c'est là, précisément, que se trouve la clé. Le mensonge d'avant-guerre ne sert pas à tromper un adversaire. Il sert à neutraliser un

peuple. À lui faire croire que la guerre n'est pas une option, mais un destin. Et que la seule liberté possible est d'accepter ce qui vient. Toutes les grandes escalades naissent ainsi : non pas d'un coup d'éclat, mais d'une lente érosion de la lucidité collective. Une spirale où l'angoisse remplace la prudence, où la loyauté remplace la réflexion, où la peur remplace la démocratie.

Alors, bien sûr, la question devient urgente : que se passe-t-il lorsque ce processus s'installe chez nous ? Lorsque l'Europe adopte, presque inconsciemment, cette dramaturgie permanente ? Lorsque les dirigeants n'expliquent plus, mais alertent ? Lorsque les médias n'informent plus, mais mobilisent ? Lorsque les institutions n'accompagnent plus, mais disciplinent ?

Se passe ce qui s'est toujours passé : une société se prépare à la guerre sans le dire. Et un jour, un dirigeant prononce des mots autrefois impensables, "économie de guerre", "effort national", "mobilisation industrielle", et personne ne tressaille. Parce que le mensonge initial a fait son travail. Il a anesthésié. Il a normalisé. Il a préparé.

Chaque guerre commence par un mensonge. Mais les sociétés, elles, commencent à mourir le jour où elles cessent de vouloir le démasquer.

Et maintenant que le voile est levé, une évidence s'impose : les mensonges d'avant-guerre ne sont jamais gratuits. Ils ne flottent pas dans l'air comme de simples aberrations rhétoriques. Ils préparent. Ils acclimatent. Ils conduisent quelque part.

Ils sont la fumée. La guerre, elle, est le feu.

On comprend alors pourquoi, depuis quelques années, l'Europe parle comme un continent inquiet, mais agit comme un continent qui se prépare. Pourquoi les discours ont changé de tonalité, pourquoi les mots jadis tabous, "sacrifice", "effort", "résilience", "mobilisation", réapparaissent dans la bouche de dirigeants qui, hier encore, juraient que tout irait toujours bien tant que les marchés étaient rassurés.

Car le mensonge initial n'a pas seulement pour fonction d'assoupir la raison : il sert à installer une atmosphère. Une atmosphère où le citoyen s'habitue à l'idée que la normalité peut disparaître. Que l'exception peut devenir permanente. Que les droits peuvent se suspendre. Que la nation peut se durcir. Que l'économie peut changer de nature. Et un jour, sans que personne ne comprenne vraiment quand la bascule s'est produite, les autorités prononcent les mots qu'aucune démocratie européenne n'aurait osé afficher frontalement depuis 1945 : "économie de guerre". Non pas pour décrire une situation, mais pour la façonner.

Ce n'est pas une déclaration martiale. C'est une orientation. C'est un engrenage qui s'enclenche, lentement, méthodiquement.

D'abord le récit. Puis la peur. Puis le mensonge utile. Puis l'urgence. Puis l'effort. Puis, fatalement, la transformation de l'économie civile en machine disciplinée.

Voilà pourquoi les manipulations d'avant-guerre ne doivent jamais être prises à la légère : elles ne sont pas un accident du discours, mais le premier étage d'une fusée dont l'ultime étage porte toujours un même nom.

Et ce nom, il est temps de le regarder en face. Parce que désormais, en France comme en Europe, il n'est plus prononcé à voix basse.

CHAPITRE 13 L'ÉCONOMIE DE GUERRE : LA MÉTAMORPHOSE QUE PERSONNE N'A VOTÉE

Il existe des mots qu'un chef d'État prononce seulement lorsque tout le reste a déjà été décidé en coulisses. "Guerre", par exemple. C'est un mot chargé, un mot qu'on approche d'ordinaire avec la prudence d'un artificier. Pas pour Emmanuel Macron. Un matin de juin 2022, presque d'un ton administratif, il déclare que "la France doit entrer dans une économie de guerre". La phrase n'avait rien d'une rupture. Elle ressemblait davantage à un aveu. Comme si le pays avait déjà quitté le terrain de la normalité, sans que personne n'ait pris le soin de prévenir les Français.

Ce n'était pas une image. C'était une orientation stratégique. Une véritable bascule. Et elle avait commencé bien avant que cette phrase n'apparaisse dans les journaux.

Depuis 2020, chaque crise servait de prétexte à une centralisation accrue : pandémie, tensions énergétiques, flambée des prix, guerre en Ukraine. Les discours politiques avaient pris la tournure de briefings militaires. L'urgence devenait un régime permanent. Quand la peur devient structurelle, les décisions d'exception deviennent des habitudes. L'économie de guerre n'est pas tombée du ciel : elle était le prolongement naturel d'un climat entretenu méthodiquement.

Et puis est venue la grande accélération. En 2023, la France adopte la plus massive Loi de Programmation Militaire de la Ve République : 413 milliards d'euros. Un bond vertigineux, presque deux fois la précédente enveloppe. Cela ne sort pas de nulle part : ce sont des sommes rarement engagées pour autre chose que des reconstructions nationales ou des guerres ouvertes. Dans les couloirs de l'OTAN, c'est un soulagement. Dans les administrations civiles, c'est un silence gêné. Les hôpitaux attendent encore leurs effectifs, les écoles leurs remplacements, les infrastructures leurs rénovations. Cela faisait dix ans

qu'on répétait qu'"il n'y avait plus d'argent". L'argent réapparaît soudain, mais uniquement pour l'armement.

La justification, elle aussi, évolue. Bruno Le Maire parle désormais d'"économie de guerre permanente". Le mot n'est plus une alerte. Il devient un modèle. On réactive des dispositifs de réquisition industrielle. On restructure des filières. On finance des capacités qu'on n'avait pas cherché à maintenir depuis trente ans. Et surtout, on désigne la cause de tout cela : une "menace existentielle" venant de l'Est. Ce mot revient dans presque tous les discours européens depuis 2022. À tel point qu'il devient une vérité psychologique avant d'être une vérité factuelle.

À Bruxelles, l'évolution est encore plus frappante. L'Union européenne, incapable d'harmoniser sa politique énergétique ou migratoire, devient soudain capable de lancer des fonds communs pour produire des obus, d'organiser des commandes groupées de munitions, et de bâtir des programmes de réarmement à l'échelle continentale. On dirait une institution qui découvre sa véritable puissance uniquement lorsqu'il s'agit de fabriquer des armes.

La population, elle, suit le mouvement. Non pas par conviction, mais parce qu'on lui a raconté une histoire. Une histoire simple, répétée, martelée : il n'y a pas d'autre choix. C'est la formule magique. Elle opère à chaque étape. Pas d'énergie russe ? Pas le choix. Des budgets militaires doublés ? Pas le choix. Des sacrifices économiques ? Pas le choix. Un engagement durable dans un conflit qui n'est pas le nôtre ? Pas le choix.

Ainsi se déploie le mécanisme. On fabrique la peur, puis on fabrique l'inéluctabilité. Et à partir de là, on peut déplacer des montagnes budgétaires sans provoquer la moindre insurrection morale.

Chaque étape de la transformation est presque invisible. Une directive ici. Un décret là. Un discours un jeudi matin. Une allocation de crédits en catimini. Et peu à peu, la France glisse dans un régime économique

qui ne dit pas son nom, un régime où le militaire organise les priorités du civil.

Dans l'histoire, lorsqu'un pays se convertit à une économie de guerre, il ne fait pas que changer ses budgets ; il change son rapport au temps, au risque, au monde. Une économie de guerre a besoin d'un ennemi pour justifier sa propre existence. Elle doit vivre sous tension. Sans tension, elle s'effondre. Une économie de guerre ne réclame pas la guerre. Elle réclame la possibilité de la guerre. Son ombre. Son spectre. Son attente.

Et c'est là que se trouve le glissement le plus inquiétant. On ne mobilise pas une nation en lui parlant d'avenir. On la mobilise en lui parlant de menaces. On ne produit pas 400 milliards d'armement pour défendre une hypothèse abstraite. On les produit pour nourrir un récit, un récit qui ne peut fonctionner que si la menace est permanente, omniprésente, indiscutable.

La France n'est pas en guerre. Mais elle en a adopté l'économie. Comme si le pays vivait déjà dans l'avant-guerre. Comme si toute sa structure productive devait désormais se préparer à ce que personne n'a encore osé nommer explicitement.

Et ce glissement, pourtant, reste silencieux. On n'entend rien. Pas un débat. Pas une controverse nationale. Pas un referendum. Seulement une succession de décisions prises comme si la guerre n'était pas une possibilité, mais une trajectoire.

Mais pour qu'une économie de guerre fonctionne, il ne suffit pas de produire des armes. Il faut produire des croyances. Des récits. Des certitudes acceptées même sans preuves. Il faut fabriquer un monde mental où le citoyen voit des menaces avant de voir des faits.

Parce que l'économie n'est que la première étape. Après elle vient la suivante. Plus insidieuse. Plus totale. Plus déterminante que n'importe quel budget militaire.

Après l'économie de guerre... vient la guerre pour l'esprit. La guerre de l'information.

CHAPITRE 14 LE FRONT INVISIBLE : COMMENT ON FABRIQUE UNE GUERRE DANS L'ESPRIT DES PEUPLES

La résignation à la guerre n'est pas le fruit du hasard, elle se prépare minutieusement, en suivant pas à pas une recette de plus en plus implacable. Le XX^e siècle avait ses canons ; le XXI^e s'ouvre sur des récits calibrés, des slogans ciselés, des images qui frappent plus fort qu'une division blindée. Ce n'est plus le fracas de l'artillerie qui précède l'infanterie : ce sont désormais des mots alarmistes, martelés jusqu'à saturation, qui préparent l'opinion à accepter ce qu'elle refusait la veille encore.

Les stratèges du Pentagone l'ont théorisé depuis longtemps : la bataille pour la perception est décisive. Les Russes, les Chinois et les Européens ont adopté la même logique, chacun à sa manière. Mais l'Europe, qui se proclamait "continent de la paix", semble avoir découvert soudain que les récits servent aussi à faire peur, à mobiliser, à créer des états d'esprit. Et cette découverte l'a transformée en apprentie sorcière, fascinée par la puissance du discours qui enflamme, panique ou anesthésie.

Il suffit de se souvenir de la séquence COVID, où l'état d'urgence est devenu un décor permanent, pour comprendre que la peur est devenue une ressource politique renouvelable. Le vocabulaire de crise a colonisé le quotidien, et on ne l'a jamais rangé au placard. Il s'est simplement recyclé. Aujourd'hui, il parle d'"agressions hybrides", de "menace existentielle", de "choc géopolitique majeur", comme si la vie démocratique exigeait désormais un niveau de tension permanent. On pourrait croire qu'un continent vieillissant a besoin de frissons pour se sentir vivant.

Et c'est dans ce climat saturé de récits alarmistes que la France a officiellement basculé dans une économie de guerre. L'expression elle-même, n'a rien d'anodin. Elle ne décrit pas seulement un effort

industriel ; elle redessine les contours du pacte social. En invoquant la guerre, même imagée, on tord la réalité dans une direction où la contestation devient irresponsable, où le débat devient un obstacle. La République, qui se voulait rationnelle, se retrouve entraînée dans une dramaturgie où l'exception devient norme.

Cette mise en scène n'a pourtant rien d'une improvisation. Elle s'appuie sur une accumulation de signaux institutionnels qui, mis bout à bout, donnent la sensation qu'un parfum d'état de siège flotte dans l'air. Quand Ursula von der Leyen parle publiquement de "résilience industrielle" pour l'armement, il devient difficile de prétendre qu'il s'agit d'une simple figure de style. Les mots disent la direction. Les budgets, eux, confirment la vitesse.

Et comme toujours dans les périodes où le discours se militarise avant les faits, ce ne sont pas les tanks qui avancent, mais les lignes rouges républicaines qui reculent. On invoque l'urgence, puis on l'installe. On évoque la menace, puis on l'exagère. On dramatise le contexte, puis on rend acceptables des décisions qui, il y a dix ans, auraient déclenché une insurrection civique. La France ne devient pas un pays belliqueux ; elle devient un pays inquiet. Et un pays inquiet s'habitue à ce qu'on pense à sa place.

Dans ce royaume moderne où l'information remplace les balles, les narratifs font office de stratégies militaires. Ils définissent l'ennemi, conditionnent le citoyen, déplacent les loyautés. Une guerre sans bataille, mais pas sans dégâts. Une guerre de perceptions où le peuple n'est plus seulement spectateur, mais champ de bataille.

Et tandis que la France s'installe dans cette atmosphère de tension permanente, l'Union européenne, elle, voit dans le récit une occasion inattendue. Si l'OTAN parle de menace, si les gouvernements parlent de mobilisation, si les médias répètent l'urgence du moment, alors l'Europe peut se rêver en rempart indispensable. La peur fabrique du

pouvoir. Elle crée la cohésion qu'on ne parvient plus à obtenir par l'adhésion.

C'est dans ce basculement silencieux, ce glissement du vocabulaire civil vers le vocabulaire martial, que se joue l'essentiel. Ce n'est plus seulement le conflit extérieur qui façonne l'Europe : ce sont les récits qui façonnent les citoyens. L'opinion publique devient une armure qu'on forge à coups d'images, de dramatisation et de déclarations martiales. Le champ de bataille est partout où la peur circule.

Et au fond, ce chapitre n'explique qu'une seule chose : la guerre moderne commence dans l'esprit bien avant de déborder sur les nations. Elle se gagne ou se perd dans la façon dont on raconte le monde.

Si la guerre moderne est une affaire de récits, il fallait bien que quelqu'un contrôle les mégaphones. Et dans un monde où l'on se bat moins avec des divisions blindées qu'avec des flux d'information, ceux qui tiennent les plateformes numériques n'arbitrent plus seulement les débats : ils façonnent la réalité.

C'est là que s'ouvre le prochain chapitre, celui où l'on découvre que, dans cette guerre de perception, les nouveaux champs de bataille s'appellent algorithmes, modération, labels de "fiabilité" et dispositifs de censure douce.

CHAPITRE 15 LE NOUVEL ÉCOSYSTÈME : PLATEFORMES, ALGORITHMES ET LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

On aimait croire, autrefois, que la vérité appartenait aux historiens, aux journalistes, parfois aux juges. Cette vision avait quelque chose d'élégant, presque artisanal : un enquêteur qui recoupe, un témoin qui hésite, un dossier qui s'ouvre lentement.

Cette époque est révolue. Aujourd'hui, la vérité dépend de choses qui ne dorment jamais : des serveurs qui ronronnent comme des centrales électriques, des lignes de code qui avalent des millions de messages par seconde, des algorithmes capables d'enterrer une information avant même qu'un ministère n'ait trouvé la bonne formulation.

Les plateformes ne sont plus seulement des médias. Elles sont devenues les canalisations de la perception. Elles décident du débit, de la température, et même du goût de ce qui arrive jusqu'à nous.

Et dans ce monde-là, ce n'est plus la guerre qui crée la propagande : c'est la propagande qui pave la route de la guerre.

Parlons du grand filtre démocratique. En Europe, ce basculement a même été légalisé. Le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA) ont installé un régime inédit : un système où les plateformes doivent "prévenir les risques sociétaux", ce qui, concrètement, signifie modérer, déréférencer, déprioriser.

On présente cela comme un rempart contre la manipulation étrangère. Sauf qu'un rempart fonctionne des deux côtés.

Dès que les tensions géopolitiques montent, un glissement s'opère : ce qui était un "risque extérieur" devient un prétexte intérieur. Et l'on repère toujours le moment précis où une démocratie commence à craindre son propre peuple : c'est celui où elle filtre ce qu'il a le droit de voir.

L'histoire l'a montré, du Committee on Public Information américain en 1917 aux lois européennes sur les "fausses nouvelles" en 1915–1918, tout dispositif conçu pour "combattre la désinformation" finit un jour par définir la vérité à la place de ceux qu'il prétend protéger.

La nouvelle censure ne dit jamais son nom. Plus moderne, elle ne frappe plus comme un marteau : elle glisse comme une main. Elle ne supprime pas une idée : elle la rend introuvable. Elle ne bâillonne pas une voix : elle lui retire le micro. Elle ne censure pas un discours : elle réduit son "impact potentiel". Le vocabulaire a été poli, rincé, parfumé : modération, fiabilité, réduction des risques, contenu sensible. Ce n'est plus un interdit. C'est un réglage.

Pendant ce temps, les États observent avec une fascination gourmande. Ils comprennent qu'un simple accord de coopération peut accomplir ce qu'une loi n'oserait jamais. Le rêve de tout gouvernement inquiet : laisser une entreprise privée faire le sale travail, à l'abri du contrôle démocratique, sous contrat de service client.

L'UE, fidèle à son amour des règles, ne s'est pas contentée d'influencer le décor : elle s'est arrogé le rôle de chef d'orchestre. Depuis 2022, Bruxelles publie des bulletins sur les "narratifs hostiles", des rapports sur les "écosystèmes de manipulation", des listes de "sources problématiques", un index moderne, mais numérique.

Officiellement : lutter contre les ingérences étrangères. Officieusement : contrôler la bande-son de la crise. On parle beaucoup des "influences russes" ou "chinoises". On parle peu, très peu, des influences intérieures : celles qui servent d'abord à stabiliser un consensus politique fragile.

Le résultat ? Une liberté d'expression intacte dans les textes, affaiblie dans la pratique. On peut encore tout dire. On ne peut plus garantir que quelqu'un lira ce qu'on dit.

Le droit survit. La portée meurt.

Dans ce nouvel écosystème, gouverner ne consiste plus à ordonner. Il suffit de modifier le champ du dicible. Et comme 80 % des conflits modernes se gagnent d'abord dans les récits, les stratèges américains l'admettent depuis la doctrine Information Dominance des années 1990, contrôler la conversation publique devient un moyen de gouverner sans gouverner. Une domination douce. Hygiénique. Algorithmique. Un pouvoir qui ne dit jamais son nom, parce qu'il n'en a plus besoin.

Aujourd'hui, le danger ne vient plus d'un service secret étranger planqué dans un sous-sol. Il vient d'un système devenu trop vaste pour être remis en question, trop automatisé pour être interrompu, trop intégré pour être vu. La manipulation n'est plus une intention. C'est une infrastructure.

Il ne manque qu'une étincelle, une crise, un choc, un incident, pour que cette infrastructure se déploie pleinement, au nom de la sécurité, de la responsabilité, ou du fameux "intérêt collectif".

Nous y sommes. Une Europe nerveuse. Une France saturée. Des récits gonflés à l'adrénaline. Des plateformes qui filtrent la réalité comme du café. Des institutions qui goûtent au pouvoir que leur donne la peur. On sait désormais comment se fabrique le récit. Il reste à comprendre ce qu'il fabrique.

Car un récit n'est jamais neutre : il prépare un camp, il désigne une menace, il chauffe une population comme on chauffe une pièce avant l'orage. Les algorithmes ont réglé l'éclairage, les plateformes ont tendu les ficelles, les institutions ont écrit le texte. Il ne manque plus que la scène.

Et dans cette scène, quelqu'un gagne. Quelqu'un perd. Et presque jamais celui qu'on croit. Voici venue l'heure d'ouvrir le plan, froid, clinique : l'escalade vue depuis ses bénéfiques. Qui avance ? Qui recule ? Qui paie ?

CHAPITRE 16 QUI GAGNE, QUI PERD : LA CARTOGRAPHIE FROIDE D'UNE ESCALADE

Quand une société bascule, il y a toujours des propriétaires du basculement. Ils ne portent pas toujours des uniformes ; parfois ils portent des costumes, des cravates, des bureaux vitrines. Parfois, ils sont simplement assis là où les décisions se prennent, ministères, conseils, directions générales ou conseils d'administration, et ils attendent que les vagues leur apportent ce qu'elles ont d'utile.

Dans le monde d'aujourd'hui, où toute crise devient prétexte à restructuration, l'escalade produit ses rentiers. Ce n'est ni mystérieux ni moralement neuf : l'histoire est pleine de gens qui tirent profit des orages. Ce qui change, c'est l'échelle et la manière.

Commençons par les gagnants. Ce sont ceux qui, structurellement, trouvent dans l'état de tension un terrain fertile pour croître, accumuler influence et capter des ressources.

Les industries de défense, d'abord. Elles avaient déjà l'habitude des cycles d'investissement ; elles trouvent aujourd'hui des ordres massifs, des programmes européens groupés, des marchés d'État multipliés. Les usines reprennent du service ; les bureaux d'études reçoivent des contrats à long terme. Cette relance, présentée comme nécessaire à la sécurité, représente un influx massif de trésorerie et une consolidation des acteurs historiques, et une ouverture pour certains nouveaux venus qui savent saisir l'occasion. Le chiffre ne ment pas : quand un État engage des dizaines de milliards supplémentaires, des entreprises prospèrent. Cela se voit sur les carnets de commandes, sur les embauches, sur les profits.

Ensuite, viennent les architectes institutionnels de l'urgence. Les agences, fonds et instruments créés pour "répondre" à la crise ne disparaissent pas naturellement une fois le danger supposé passé. Ils

acquièrent des équipes, des budgets pérennes, des prérogatives. La Commission européenne, l'Agence européenne de défense, quelques agences spécialisées et les bureaux chargés de la sécurité trouvent dans la crise une légitimité accrue pour étendre leur rôle. Les institutions qui, hier, cherchaient une raison d'exister, se voient offrir une mission historique. Elles montent en puissance. Elles structurent des politiques, conçoivent des marchés, dessinent des normes, et avec les normes viennent les contrats.

Il faut aussi nommer les cabinets de conseil, les bureaux d'études, les grands groupes de services : ceux qui savent traduire un discours martial en marchés publics. Ils vendent des expertises, des études de risque, des dispositifs de "résilience". Ils deviennent, du jour au lendemain, les fournisseurs indispensables d'un État en alerte. Là où jadis on faisait confiance à l'administration, on externalise volontiers vers ceux qui disposent d'un label "compétence de crise".

Les gagnants ne sont pas seulement économiques. Il y a des gagnants politiques : les dirigeants qui s'affirment "protecteurs", capables d'ordonner des mesures d'urgence, gagnent en visibilité et parfois en popularité. Une rhétorique martiale coûteuse peut se transformer en amortisseur politique pour ceux qui la portent : mobilisation, discipline, fierté nationale. Ce phénomène est humain et récurrent : les crises forgent des figures, et les figures récoltent le crédit.

Enfin, il y a des gagnants géopolitiques moins visibles : certains alliés, matériels, financiers, technologiques, trouvent dans notre fragilité de nouvelles marges d'influence. Quand un pays dépend d'un partenaire pour ses munitions, son gaz ou ses technologies, le partenaire gagne du levier. Les réseaux d'alliance deviennent des ponts d'intérêts, et non seulement des instruments de sécurité.

Face à ces niches d'avantage, il y a des perdants évidents et d'autres plus sournois.

Le premier perdant, ce sont les citoyens ordinaires. À la frontière de l'histoire et du quotidien, ils paient deux fois : fiscalement, par l'augmentation des prélèvements ou des transferts budgétaires ; socialement, par la réorientation des priorités publiques. Hôpitaux, écoles, infrastructures civiles, autant de postes qui entrent en concurrence avec la dépense de défense. La logique de raréfaction transforme des choix publics en bataille pour l'argent. Et à chaque fois, l'argument "nécessaire pour la sécurité" remporte la partie.

Les petites et moyennes entreprises forment un autre grand perdant. Là où les grands acteurs industriels signent des contrats étatiques, les PME peinent à suivre la cadence des réquisitions, des normes et des exigences techniques. Beaucoup sont submergées par la compétition pour des chaînes d'approvisionnement désormais orientées vers les priorités militaires ou stratégiques. Leur place se réduit au profit des grands groupes capables d'absorber les cycles et d'investir massivement.

Les libertés civiles et la vie démocratique constituent un autre front de pertes. L'état d'urgence, la priorisation, la "gestion de crise" étendent des pouvoirs exécutifs au détriment des contrôles parlementaires, de la transparence administrative et du débat public. Les institutions de contrôle voient leurs marges réduites ou contournées. La normalisation juridique de mesures exceptionnelles ouvre une fenêtre regrettable : ce qui commence "temporaire" a une fâcheuse habitude de s'institutionnaliser.

La souveraineté populaire est elle aussi en recul. Quand les décisions les plus lourdes se prennent sous pragmatisme technique, accords, comités, instruments européens, la capacité pour un peuple de décider se dilue. Les décrets, les plans d'urgence, les fonds européens pilotés depuis Bruxelles redéfinissent les champs d'intervention des gouvernements nationaux et, de facto, le périmètre de la décision démocratique.

Enfin, il y a la perte la plus corrélative : le sens civique, la confiance. Une société qui fonctionne selon le mode "urgence permanente" s'épuise moralement. Le civisme se transforme en discipline, la discussion en conformité, la critique en déviance. À la longue, c'est l'écosystème démocratique lui-même qui s'affaiblit.

Tout cela ne se passe pas dans un grand mouvement spectaculaire. C'est un lent échange de pièces sur l'échiquier public : un coup par-ci, un décret par-là, un financement qui change de colonne. Mais à la fin de la partie, la configuration du pouvoir et de l'économie est différente. Les uns ont consolidé position et patrimoine ; les autres ont perdu espace, voix, ressources.

Reste une interrogation essentielle : est-ce durable ? Les gagnants d'aujourd'hui ne le sont que si les crises se prolongent ou se répètent. Leur prospérité dépend d'un régime d'exception devenu normal. C'est là la limite du système : une économie et une politique organisées pour la tension ont besoin d'un horizon de menace. Sans horizon, elles gaspillent des capacités ; avec un horizon artificiel, elles produisent des risques.

La vraie question citoyenne n'est donc pas morale seulement. Elle est stratégique : voulons-nous bâtir une économie et une politique qui prospèrent grâce à la tension permanente ? Ou voulons-nous une société organisée autrement, où la sécurité n'est pas synonyme d'exception continuellement activée ?

Ce chapitre n'a pas vocation à désigner des salauds, ni à inventer des cabales. Il cartographie des intérêts. Il montre que les décisions publiques ont des bénéficiaires tangibles et des victimes concrètes. Et parce qu'il le montre, il invite le lecteur, tout à la fois spectateur et acteur, à poser la question la plus simple et la plus craignante : est-ce bien le modèle que nous souhaitons léguer ?

Maintenant que la cartographie est posée, qui profite, qui souffre, il faut se retourner vers l'histoire pour comprendre pourquoi les sociétés

réagissent ainsi et comment elles finissent par payer le prix fort. Le prochain chapitre fouillera les leçons que l'Histoire offre : erreurs fatales, aveuglements collectifs, et, surtout, les chemins par lesquels des peuples ont su éviter la catastrophe.

CHAPITRE 17 L'HISTOIRE GRINCE : QUAND LES SOCIÉTÉS REJOUENT LES MÊMES ERREURS

L'Histoire n'est pas un manuel d'instructions. C'est un vieux miroir piqué, plein de fissures, dans lequel chaque époque finit par se reconnaître ; parfois trop tard. Et quand une société s'installe dans la peur, dans l'urgence permanente, dans la fabrication de menaces plus rapides que les solutions, l'Histoire fronce les sourcils. Elle connaît déjà cette musique.

Le XX^e siècle n'a pas seulement été celui des guerres mondiales ; il a été celui des emballements. Des moments où les nations se persuadent que "cette fois, c'est différent", alors que tout converge vers des schémas étrangement familiers : concentration du pouvoir, rhétorique sacrificielle, économie militarisée, populations épuisées, institutions contournées. À chaque fois, cela commence par de "petits ajustements". Puis, brusquement, un continent entier découvre qu'il vit dans une logique qui n'est plus la sienne.

L'Europe a déjà traversé cela. Dans les années 1930, par exemple, les élites politiques et économiques, frappées par la crise, ont cru trouver dans la "discipline collective" et la centralisation autoritaire une solution rapide. Le discours sur l'effort national, la sécurité, la nécessité de resserrer les rangs a permis à des dirigeants d'étendre leur champ d'action. Ils l'ont fait légalement, graduellement, proprement ; jusqu'au point où les contre-pouvoirs n'ont plus pu faire autre chose que lever les yeux au ciel. Plus près de nous, la période 2001–2015 a vu naître un autre phénomène : la normalisation de l'exception. Des mesures temporaires devenues permanentes, des cadres d'urgence devenus infrastructure institutionnelle, des populations habituées à des restrictions "pour leur bien". L'inquiétant, ce n'est pas le sécuritaire en soi ; c'est sa banalisation.

C'est le fait que les démocraties perdent souvent leurs réflexes de prudence précisément quand elles pensent agir "pour protéger". La grande leçon historique est simple : la peur est le plus mauvais guide stratégique. Quand elle domine, elle pousse les dirigeants à se sur-арmer, les populations à se soumettre, les institutions à se raidir. Quand elle structure le discours public, elle crée l'illusion que renoncer provisoirement à certaines libertés renforcera durablement la sécurité. Or c'est presque toujours l'inverse qui se produit. L'autre leçon fatale, c'est l'idée que les nations ne s'effondrent jamais d'un coup. Elles glissent. Un glissement lent, invisible, silencieux ; une pente douce faite d'arbitrages "logiques", de renoncements raisonnables, de calories démocratiques brûlées au nom d'une stabilité immédiate. Et lorsque les sociétés acceptent trop facilement le discours du "péril imminent", elles renoncent à interroger les motivations de ceux qui profitent de cet état d'alerte.

Les gagnants, nous venons de les cartographier, n'ont aucune raison d'abandonner un système qui les favorise. Les perdants, eux, ne savent souvent pas qu'ils perdent, jusqu'à ce que l'Histoire fasse l'addition pour eux. L'Histoire montre aussi autre chose : les peuples qui s'en sortent sont ceux qui ont su opposer à la peur une force plus solide qu'un programme politique ; un instinct de liberté. Ce n'est pas un slogan : c'est une donnée anthropologique. Quand une population sent que ses droits, sa dignité, son autonomie glissent hors de son territoire, elle finit par réagir. Parfois trop tard, parfois trop tôt, parfois mal. Mais elle réagit.

Le véritable enjeu, aujourd'hui, est de savoir si nous voulons éviter de répéter le schéma classique : urgence → recentralisation → normalisation → épuisement → basculement. Car une démocratie épuisée par vingt ans de crise ne chute pas par confrontation elle s'effrite par résignation. Ce chapitre n'est pas écrit pour faire peur. Il est écrit pour rappeler que chaque civilisation ayant flirté avec le "mode crise permanent" a fini par comprendre que la stabilité ne revient

jamais toute seule. Il faut la vouloir. Il faut la construire. Et surtout : il faut éviter de confier aux gagnants de la peur le soin de définir la forme du futur.

L'Histoire nous montre les pièges. Le présent nous montre les gagnants et perdants. Il reste maintenant la partie la plus dangereuse à écrire : comment on s'en sort vraiment. Pas les solutions de plateau télé. Pas les slogans. Pas les "il faudrait". Les solutions concrètes, réalistes, applicables, celles qui redonnent du pouvoir à un peuple avant que d'autres ne le prennent à sa place.

CHAPITRE 18 SORTIR DU PIÈGE : RECONSTRUIRE LA SOUVERAINETÉ, RÉAPPRENDRE LA LIBERTÉ

À ce stade du livre, le constat est limpide : la crise que nous traversons n'est pas seulement économique, sociale ou géopolitique. Elle est politique, au sens le plus brut du terme : un peuple qui se détache de ses dirigeants, et des dirigeants qui pensent pouvoir se passer de leur peuple. Et contrairement au fatalisme qu'on nous vend depuis vingt ans, une crise politique n'est pas une fatalité. Une crise politique, ça se corrige. Ça se retourne. Ça se reprend.

La question n'est donc plus : "Que font-ils ?" mais : "Que faisons-nous ?"

Car la plus grande manipulation contemporaine n'est pas un mensonge : c'est une idée fautive. L'idée que le citoyen n'a plus de prise. Qu'il ne peut qu'observer, commenter, s'indigner, exactement comme un passager qui frappe sur la vitre pendant que la voiture fonce droit devant.

Pourtant, les chiffres disent autre chose. En France, moins d'un électeur sur deux vote aux législatives, ce qui signifie qu'un gouvernement peut désormais tenir un pays entier avec le soutien réel de moins de 15 % de la population adulte. Voilà la fragilité du système : le pouvoir repose sur l'abstention, pas sur l'adhésion. C'est un fait dur. Et c'est aussi une opportunité.

Parce que si les gouvernements utilisent la peur, c'est pour une raison simple : un peuple effrayé n'agit pas. Un peuple isolé n'apprend rien. Un peuple fatigué ne réclame plus. Mais un peuple qui comprend... devient soudain imprévisible.

Reprendre du pouvoir ne relève pas de la dramaturgie politique. C'est un geste précis, concret, parfois minuscule, mais cumulatif. Cela commence par un mouvement mental : retirer leur immunité

symbolique aux institutions. Elles ne sont pas sacrées. Elles sont réversibles, amendables, contrôlables. L'histoire le rappelle : entre 2015 et 2020, plus de 1 400 maires français ont démissionné, incapables de répondre aux attentes locales ou submergés par des citoyens qui exigeaient des comptes. Ce n'est pas de la révolte. C'est du rappel à l'ordre. Et ça fonctionne.

Ensuite vient la souveraineté personnelle, la vraie, la seule qui rende un peuple difficile à manipuler. Pas une souveraineté de tribune. Une souveraineté du quotidien : savoir comment fonctionne un budget, une facture d'énergie, une école, une commune, une loi. Pendant la crise de 2022, lorsque les prix de l'électricité ont explosé en Europe, ceux qui avaient compris la mécanique du marché spot, quelques milliers seulement, ont anticipé, contourné, contredit les discours officiels. Le savoir n'est pas un luxe. C'est une armure.

Le troisième mouvement, c'est la reconquête du réel. Pendant que les gouvernants parlent "narratif", les citoyens vivent factures, loyers, transport, sécurité, accès au soin. Et l'un des faits les plus puissants de ces dernières années vient précisément de là : 94 % des pétitions qui ont forcé une mairie, une région ou un ministère à changer une décision étaient locales, concrètes, centrées sur des problèmes précis. Pas idéologiques : pratiques. C'est dans le concret que le rapport de force se fabrique.

Enfin, il y a le collectif. Pas le collectif romantique, mais le collectif efficace. Celui qui divise le travail, se fixe un objectif clair, utilise la loi mieux que ceux qui la votent, documente, publie, insiste. Un groupe de dix personnes cohérentes a plus d'impact qu'un stade entier qui crie. L'histoire le prouve : le mouvement du "droit à l'information" en Italie dans les années 70, quelques dizaines de citoyens organisés, a renversé des années de pratiques opaques. Pas par le nombre. Par la méthode.

Et c'est là le point crucial : si nous ne reprenons pas l'initiative, quelqu'un la prendra à notre place. Et ceux qui s'emparent d'un vide

démocratique ne le remplissent jamais par altruisme.

Il ne s'agit donc pas d'espérer, ni de protester, ni de maudire. Il s'agit de réoccuper ce qui nous appartient : la démocratie, l'autonomie, la lucidité, l'action.

Ce ne sont pas des mots. Ce sont des pratiques. Elles se gagnent. Elles se défendent. Ou elles disparaissent.

Nous avons désormais tout ce qu'il faut : les mécanismes, les dangers, les failles, les stratégies, les marges de manœuvre.

Il reste un dernier mouvement : projeter tout cela dans ce qui vient. Non pas pour prédire l'avenir, mais pour s'assurer qu'il ne se fera plus sans nous.

CHAPITRE 19 LA CHUTE AU RALENTI : CE QUI SE PRÉPARE QUAND LES PEUPLES SE TAISENT

Il arrive un moment, dans tout livre honnête, où il faut arrêter de tourner autour du pot. Nous y sommes. Si vous avez tenu jusque-là, vous avez compris une chose essentielle : l'avenir européen n'est pas écrit. Il est en train de s'écrire. Et il est en train de s'écrire sans nous.

Depuis des années, une machine s'est mise en marche, silencieuse d'abord, puis bruyante, puis arrogante. Une machine qui mélange technocratie, peur, guerre, communication, dette, fatigue sociale et illusions géopolitiques. Une machine qui s'alimente de notre lassitude et de notre distraction. Une machine qui fonctionne d'autant mieux que nous ne la regardons plus. Le problème n'est pas qu'elle existe. Le problème est qu'elle avance. Et si rien n'est fait, l'Europe de demain n'aura rien à voir avec celle que nous avons connue. Elle n'aura même plus la mémoire de ce qu'elle était : elle deviendra un espace administré, sursécurisé, numérisé, militarisé, où la politique aura disparu derrière les procédures, et où les nations auront été dissoutes dans un magma de "gestion" perpétuelle.

Un continent où l'on obéit par habitude, non par conviction ; où l'on vit sans horizon, mais avec des règles ; où l'on ne débat plus, mais où l'on "adhère", pour ne pas être classé dans la mauvaise case. Ce futur-là n'a rien d'une dictature bruyante. C'est une dérive calme. Une euthanasie du politique. Une fatigue collective transformée en doctrine officielle. La guerre, ou sa promesse, deviendrait l'excuse à tout : la surveillance, les restrictions, la mise au pas économique, l'endettement permanent, la disparition des choix nationaux, la concentration du pouvoir entre les mains de quelques-uns. L'état d'exception... sans jamais l'annoncer. Juste le glissement. La pente douce. L'érosion.

Et si vous pensez que j'exagère, demandez-vous simplement : qu'est-ce qui, ces dix dernières années, a reculé ? Qu'est-ce qui s'est apaisé ?

Qu'est-ce qui s'est libéré ? Rien. Chaque crise a laissé derrière elle un nouveau verrou, un nouvel automatisme, une nouvelle peur utile. Et l'on vous a expliqué, à chaque fois, que c'était "temporaire". La boîte à outils du pouvoir ne retire jamais un outil. Elle en ajoute.

Alors, voilà la vérité nue : si nous ne faisons rien, l'avenir ressemblera à tout ce que nous avons déjà commencé à accepter, mais en pire. Pas brutalement. Pas en une nuit. Pas avec fracas. Simplement, par absence de résistance. Mais il existe un autre futur. Et c'est pour celui-là que ce livre a été écrit. Un futur où les peuples européens décident enfin de ne plus être des spectateurs. Où ils reprennent la main sur leurs institutions, leurs budgets, leurs alliances, leurs intérêts, leur souveraineté, leur destin. Un futur qui ne nie pas les dangers, mais qui refuse de les instrumentaliser. Un futur où l'on arrête de se raconter des histoires, pour enfin décider, lucidement, où l'on veut aller. Ce futur-là n'arrivera pas tout seul. Il commence toujours par un choix. Puis un autre. Puis un autre encore.

La dernière véritable question, au fond, est celle-ci : à quel moment décidons-nous que nous valons mieux que la peur qu'on nous vend ? Car le pouvoir réel n'est pas là où l'on croit. Il n'est pas dans les bureaux climatisés des institutions, ni dans les discours creux des sommets internationaux. Il est dans le nombre. Dans la volonté. Dans ce sursaut infime, personnel, intime, où un individu dit : "Non. Pas comme ça." De ces petits refus-là sont nées toutes les reconquêtes de l'histoire. Alors oui, ce chapitre est une alarme. Mais c'est aussi une invitation. Une invitation à redevenir adultes, responsables, souverains de nos vies et de notre avenir. Une invitation à cesser d'être gouvernés par la peur, l'inertie ou l'habitude. Une invitation à choisir, enfin, ce que nous voulons devenir. La suite n'appartient qu'à nous. Et si ce livre avait un seul objectif, c'était celui-ci : vous rendre cette évidence. Non pas vous réveiller, vous étiez déjà éveillés. Mais vous rappeler que l'avenir, le vrai, celui qui compte, n'attend que nous pour commencer.

CONCLUSION

“À présent, vous savez. Alors, qu’allez-vous faire ?”

Nous sommes arrivés au bout de ce livre, mais pas au bout de l’histoire. L’Europe tangué, la France vacille, et nos dirigeants s’accrochent à leurs discours comme des marins ivres qui refusent d’admettre que la boussole indique le mauvais nord. Rien n’est stable. Rien n’est certain. Et pourtant, quelque chose s’est éclairci : nous ne sommes pas impuissants.

Ce livre n’a jamais été un cri de désespoir. C’est un rappel, simple, brutal, nécessaire, que les nations ne meurent pas de violences extérieures, mais de résignations intérieures. Elles se dissolvent quand leurs citoyens renoncent à comprendre, à questionner, à rappeler à leurs dirigeants qu’ils ne sont pas leurs propriétaires, mais leurs employés.

Si vous êtes arrivé jusqu’ici, c’est que vous sentez, vous aussi, que quelque chose cloche profondément. Ce n’est pas un instinct paranoïaque. C’est un réflexe de survie, celui qui nous dit qu’un continent qui parle de paix en préparant la guerre, qu’une Union qui promet la démocratie tout en contournant les peuples, qu’un gouvernement qui légifère sous la peur est un système dangereusement instable.

Mais la bonne nouvelle est là : rien n’est joué. Les engrenages qui semblent nous enfermer peuvent encore tourner dans l’autre sens. Ils le feront si nous cessons d’être des spectateurs, si nous redevons des acteurs. Car la politique, malgré tous les artifices montés pour nous en éloigner, reste un outil entre nos mains, parfois enfoui, parfois rouillé, mais jamais brisé.

Alors oui, il est encore temps. Temps de rappeler que la souveraineté n’est pas un mot poussiéreux, mais le dernier rempart qui protège une

nation du chaos extérieur. Temps de défendre la paix non pas comme un slogan, mais comme une stratégie de civilisation. Temps de refuser la manipulation par la peur, qui n'est que l'arme des États lorsqu'ils n'ont plus ni vision ni courage. Temps de regarder les institutions non plus comme des totems sacrés, mais comme des constructions humaines, faillibles, modifiables, perfectibles.

Ce livre n'est pas un testament. C'est une invitation. À reprendre le contrôle. À demander des comptes. À refuser l'infantilisation politique. À rappeler que la démocratie ne survit que lorsqu'on la secoue régulièrement pour lui enlever la poussière.

Je n'ai aucune certitude absolue, mais j'en ai une conviction profonde : si un peuple décide vraiment qu'il ne veut ni de la guerre, ni de la peur, ni de la dépossession, alors aucune institution, aucun gouvernement, aucun "agenda géopolitique" ne peut lui imposer ces choses.

Nos enfants méritent un continent qui ne marche pas vers le vide, mais vers la lumière. Un continent qui pense avant de frapper. Qui parle avant d'agiter le canon. Qui écoute avant de s'aveugler.

Le monde change vite. L'Histoire accélère. Mais nous pouvons encore choisir la direction.

Ce livre se referme. La réalité, elle, s'ouvre devant vous. Libre à vous de baisser les yeux... Ou d'entrer dans la lumière et de dire : "Pas en mon nom. Pas pour mes enfants. Pas pour mon pays."

Parce que, finalement, la seule vraie question est celle-ci : si vous ne vous réveillez pas maintenant... quand le ferez-vous ?

ÉPILOGUE

“Pour eux”

J’ai écrit ce livre parce que, un soir, en regardant mes enfants dormir, j’ai compris quelque chose de terriblement simple : nous sommes la seule digne entre eux et le monde qu’on est en train de leur fabriquer. Pas un monde hostile par nature... mais un monde qui dérive par négligence, par lâcheté, par fatigue. Un monde où les adultes, pourtant si prompts à parler au nom de “l’avenir”, laissent d’autres décider en coulisses, loin des regards, loin du consentement populaire, loin de toute responsabilité. Je ne voulais pas un jour devoir leur expliquer que “nous ne savions pas”.

Parce que nous savons. Tout le monde sait, au fond. Ce qui manque, ce n’est pas l’information : c’est le courage d’en faire quelque chose. Alors j’ai rassemblé ce que je voyais, ce que je comprenais, ce que je refusais de taire. Pas pour avoir raison. Pas pour convaincre de force. Juste pour tracer un chemin, un fil rouge entre les faits, les dérives, les peurs, les mensonges, les silences. Pour qu’aucun citoyen ne puisse dire : “Personne ne nous avait prévenus.”

Ce livre n’est pas un cri de colère, ni un appel à la révolte. C’est un appel à la responsabilité. À reprendre sa place dans l’histoire. À ne plus déléguer ce qui ne devrait jamais l’être. À redevenir, simplement, adultes.

Mes enfants ne liront pas ce livre tout de suite. Ils auront le temps de grandir. Mais un jour, ils tomberont dessus, et j’espère qu’ils y verront une chose : que leur père n’a pas baissé les yeux. Qu’il a essayé. Que nous avons essayé. Parce que les générations qui viennent méritent mieux qu’un continent somnambule. Elles méritent un monde où l’on peut regarder demain sans trembler. Et ce monde-là, personne ne le construira à notre place.

Alors si ce livre doit servir à une chose, une seule, qu'il serve à ça : rappeler que rien n'est perdu tant qu'on se lève. Tant qu'on parle. Tant qu'on refuse l'inacceptable. Tant qu'on choisit la lumière, même vacillante, plutôt que le confort de la nuit.

Pour eux. Pour vous. Pour nous.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'est pas né d'une envie d'écrire. Il est né d'un malaise. D'un moment simple mais brutal : celui où j'ai compris que ce que je voyais, beaucoup le ressentait aussi, et que nous nous étions habitués à en faire un bruit de fond. J'ai écrit parce que me taire m'était devenu impossible.

J'ai choisi de rendre ce texte accessible gratuitement, sans barrière, sans condition. Parce qu'une alerte ne se vend pas. Parce qu'on ne transforme pas une inquiétude sincère en marchandise. Parce qu'en temps de confusion, l'accès au savoir, aux analyses, aux mots qui éclairent, doit rester libre.

Ce livre est une pierre jetée dans l'eau noire. Si vous l'avez lu jusqu'ici, c'est que quelque chose en vous a vibré. Peut-être une colère calme, peut-être une lucidité encore fragile, peut-être simplement l'envie de comprendre. Quelle qu'elle soit, cette vibration compte. Elle est la preuve que tout n'est pas endormi.

Si vous souhaitez soutenir ce travail, vous pourrez le faire librement. Non pas pour "aider l'auteur", mais pour contribuer à faire circuler ce qui, je l'espère, peut encore réveiller. Mais sachez-le clairement : votre lecture est déjà un soutien. Votre attention est un acte. Votre regard clair est une petite victoire contre la résignation.

À ceux qui transmettront ce livre autour d'eux : merci.

À ceux qui en débattront : merci.

À ceux qui, même en silence, auront simplement décidé de ne plus se laisser bercer : merci plus encore.

Ce livre est à vous désormais.

Faites-en ce que les temps exigent.

SOURCES

CHAPITRE 1 Quand l'Europe n'était qu'un lieu, et que l'Union s'est prise pour une Nation

1. Commission européenne Rôle et fonctionnement European Commission. About the European Commission. Consulté via site officiel : commission.europa.eu.
2. Institutions de l'Union européenne Présentation générale Union européenne. EU Institutions and Bodies. Site officiel : europa.eu.
3. Définition géographique et historique de l'Europe (non confondue avec l'UE) Encyclopaedia Britannica. Europe, continent and historical region. britannica.com.
4. Référendum français du 29 mai 2005 (Traité établissant une Constitution pour l'Europe) Ministère de l'Intérieur (France). Résultats du référendum du 29 mai 2005.
5. Traité de Lisbonne Présentation institutionnelle Parlement européen. The Lisbon Treaty. europarl.europa.eu.
6. Traité de Lisbonne Ratification française (loi autorisant approbation) Légifrance. Loi n° 2008-125 du 13 février 2008 autorisant la ratification du traité de Lisbonne.
7. Constitution française Souveraineté du peuple Légifrance. Constitution du 4 octobre 1958 Article 3 / Article 1.

CHAPITRE 2 Quand le peuple vote NON... mais que le pouvoir coche OUI

1. Ministère de l'Intérieur (France) Résultats officiels du référendum du 29 mai 2005 (archives électorales du ministère).
2. Union européenne Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE), texte intégral disponible sur europa.eu.

3. Parlement européen The Lisbon Treaty, présentation et synthèse officielle sur europarl.europa.eu.
4. Légifrance Loi n° 2008-125 du 13 février 2008 autorisant la ratification du Traité de Lisbonne, disponible sur legifrance.gouv.fr.
5. Assemblée nationale (France) Débats parlementaires de la révision constitutionnelle du 4 février 2008 (comptes rendus complets).
6. BBC News, Reuters, Le Monde Dossiers d'archives couvrant le rejet du TCE en 2005 et la ratification parlementaire en 2008.
7. Publications académiques, Études sur le déficit démocratique européen et le contournement du référendum (Université de Cambridge, Fondation Robert Schuman, Centre d'études européennes).

CHAPITRE 3 L'Europe post-démocratique : le règne des non-élus

1. Traité sur l'Union européenne (TUE) Version consolidée, articles 4, 5 et 13. Source : eur-lex.europa.eu.
2. Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) Version consolidée, définitions des compétences exclusives, partagées et d'appui. eur-lex.europa.eu.
3. Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) Site institutionnel présentant rôle, compétences et jurisprudence. curia.europa.eu.
4. Commission européenne Présentation officielle de la Commission, de son rôle et de ses pouvoirs d'initiative législative. commission.europa.eu.
5. Conseil de l'Union européenne Fonctionnement, composition, processus décisionnel (majorité qualifiée). consilium.europa.eu.
6. Parlement européen Rôle dans la procédure législative, codecisions avec le Conseil. europarl.europa.eu.
7. CJUE Arrêt Costa contre ENEL (1964) : principe de primauté du droit de l'UE sur les droits nationaux. Texte et analyse disponibles sur

curia.europa.eu.

8. CJUE Arrêt Van Gend en Loos (1963) : principe d'effet direct du droit européen.

9. Doctrine juridique Analyses universitaires sur la "compétence de la compétence" (Université de Genève, Collège de l'Europe, CNRS).

10. Conseil d'État (France) Études et rapports publics sur l'articulation entre droit national et droit européen.

CHAPITRE 4 Quand la République respire encore... mais que sa souveraineté s'éteint

1. Constitution de la Ve République (1958) Texte intégral, articles clés sur la souveraineté nationale (notamment articles 1, 3, 5 et 55). Source : legifrance.gouv.fr.

2. Conseil constitutionnel (France) Décisions relatives à la primauté du droit européen, notamment décision n° 2004-505 DC (traité établissant une Constitution pour l'Europe).

3. Conseil constitutionnel Décision n° 2007-560 DC sur le traité de Lisbonne et ses impacts sur la souveraineté française.

4. Banque de France Données sur les contraintes budgétaires européennes (Pacte de stabilité, critères de Maastricht).

5. Union européenne Pacte de stabilité et de croissance (PSC) : fonctionnement, surveillance, sanctions. Informations officielles sur europa.eu.

6. Commission européenne Règlements concernant le Semestre européen et la surveillance des budgets nationaux.

7. Ministère de l'Économie et des Finances Documentation sur la politique budgétaire française encadrée par l'UE.

8. Cour des comptes Rapports analysant les contraintes européennes sur les finances publiques françaises.

9. Traités européens Règles de concurrence interne à l'UE interdisant les monopoles publics (exemple : énergie, transports). eur-lex.europa.eu.
10. Parlement européen Textes et décisions concernant la politique énergétique européenne (paquet énergie-climat, marché de l'électricité).
11. Frontex Présentation des compétences de l'agence européenne de garde-frontières et impact sur les frontières nationales.
12. Ministère des Armées Documents publics sur l'autonomie stratégique française et ses limites dans le cadre OTAN/UE.

CHAPITRE 5 Ce que l'histoire disait avant les propagandes

1. Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) Articles relatifs à la concurrence libre et non faussée (101–109).
2. Commission européenne "EU Competition Policy" (présentation officielle).
3. Banque centrale européenne Rôle, indépendance statutaire, missions. bce.europa.eu.
4. Eurostat Données macroéconomiques comparatives (croissance, dette, inflation).
5. OCDE Rapports sur la désindustrialisation européenne.
6. INSEE Séries longues sur l'industrie française.
7. Cour des comptes Analyses des politiques industrielles françaises depuis 30 ans.
8. France Stratégie Notes sur la dépendance économique et technologique de la France.
9. Parlement européen Documents sur les règles des aides d'État à l'industrie.

10. Banque de France Études sur les marges de manœuvre budgétaire des États membres de l'euro.

CHAPITRE 6 Russie, un ennemi fabriqué ?

1. Pierre Rosanvallon "La contre-démocratie" (analyse de l'impuissance démocratique).
2. Gérard Grunberg & Florence Haegel Travaux sur la crise des partis politiques.
3. Ministère de l'Intérieur Taux d'abstention depuis 1958.
4. Fondation Jean-Jaurès Études sur la défiance politique.
5. CEVIPOF Baromètre de la confiance politique.
6. OCDE "Trust in Government Indicators".
7. Conseil d'État Rapports sur la prolifération normative et technocratique.
8. Assemblée nationale Études sur la baisse du rôle du Parlement dans la fabrique de la loi.

CHAPITRE 7 La paix comme menace : pourquoi Bruxelles préfère la tension

1. Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) Documents officiels sur la "boussole stratégique" et l'évolution de la politique de sécurité et de défense (2021–2023).
2. Commission européenne Fonds européen de défense (FED) Présentations institutionnelles sur la montée en puissance des programmes d'armement européens (2021-2024).
3. Agence Européenne de Défense (AED) Rapports annuels sur l'augmentation de la coopération militaire entre États membres et le financement commun des capacités.

4. OTAN Communiqués officiels et rapports stratégiques Documents sur le rôle de l'OTAN dans la sécurité européenne, et l'alignement croissant UE-OTAN depuis 2014.
5. Conseil de l'Union européenne Paquets de sanctions contre la Russie Textes juridiques détaillant les 12 rounds de sanctions et leur mécanisme d'adoption (2022-2024).
6. Parlement européen Résolutions sur la Russie et la politique étrangère Analyses sur la doctrine officielle de "non-normalisation" tant que la Russie ne change pas de trajectoire stratégique.
7. BASE de données SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) Statistiques sur les dépenses militaires européennes, leur hausse historique depuis 2014, et les transferts d'armes.
8. Eurostat Données économiques sur l'industrie de défense et les importations d'énergie Rapports sur la réorganisation économique de l'UE après la rupture énergétique avec la Russie.
9. International Crisis Group Analyses sur le rôle de l'UE dans la diplomatie de crise Russie/Ukraine Études montrant les limites institutionnelles de la médiation européenne et les effets d'enfermement stratégique.
10. Institut Jacques Delors / IFRI / Carnegie Europe Travaux de recherche sur la dépendance structurelle de l'UE à la "gestion permanente de crise" comme mode de gouvernance, et sur l'absence d'autonomie stratégique réelle.

CHAPITRE 8 La guerre avant la guerre : inventaire des actes que personne ne veut lire

1. Encyclopaedia Britannica Kievan Rus' (origines historiques du monde slave).
2. Serhii Plokhy The Gates of Europe: A History of Ukraine (histoire longue Russie-Ukraine).

3. Anne Applebaum Red Famine (Holodomor et ruptures historiques).
4. OSCE Rapports de la Mission spéciale en Ukraine (2014–2015).
5. ONU Résolution 68/262 sur la Crimée (territorialité & droit international).
6. Ministères des Affaires étrangères ukrainien et russe, déclarations officielles (2014–2022).
7. Conseil de l'UE Chronologie des sanctions contre la Russie (depuis 2014).
8. Banque Mondiale Russia Economic Reports (impacts économiques des sanctions).
9. OTAN Relations OTAN–Ukraine (élargissement, coopération, chronologie).
10. John Mearsheimer Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault (analyse stratégique du rôle occidental).

CHAPITRE 9 La vassalité tranquille : comment l'Europe s'est mise en pilote automatique

1. Conseil de l'Union européenne Description des comités et groupes de travail.
2. Commission européenne Structure interne, directions générales.
3. Pierre Musso Travaux sur la technostructure européenne.
4. Daniel Innerarity "Une théorie de la démocratie complexe".
5. Sciences Po Recherches sur la montée des autorités administratives indépendantes (AAI).
6. Cour des comptes Rapports sur les AAI en France.
7. BCE Documents internes sur les procédures décisionnelles.

CHAPITRE 10 La fabrique du consentement 2.0

1. Reuters Institute Digital News Report.
2. ARCOM Rapports sur la concentration des médias en France.
3. Observatoire européen des médias Indices de pluralisme.
4. CNIL Études sur les biais algorithmiques.
5. MIT Media Lab Études sur la propagation de la désinformation.
6. UNESCO "Media and Information Literacy Framework".
7. Reporters Sans Frontières Classement mondial de la liberté de la presse.

CHAPITRE 11 La peur comme architecture politique

1. OMS Définition du risque, gestion de crise sanitaire World Health Organization. Risk communication and community engagement. who.int.
2. France Déclarations officielles liées à l'état d'urgence sanitaire (2020–2022) Gouvernement français. Déclarations du Premier ministre et du Président de la République Archives officielles.gouvernement.fr.
3. Union européenne Stratégie de communication de crise European Commission. Communicating Risk in Public Health Emergencies. Publications Office of the European Union.
4. Études sur la perception de la peur et l'obéissance institutionnelle Stanley Milgram. Obedience to Authority. Harper & Row. Philip Zimbardo. The Lucifer Effect. Random House.
5. Peur et politique Analyse académique Corey Robin. Fear: The History of a Political Idea. Oxford University Press.
6. Rôle de la peur dans la modification des libertés publiques Rapport du Défenseur des droits (France). "Crises, états d'exception et libertés". defenseurdesdroits.fr.

7. Analyse sociologique des mécanismes de contrôle social en période de crise Michel Foucault. Surveiller et punir. Gallimard. Michel Foucault. Sécurité, territoire, population (Cours au Collège de France).
8. Discours publics évoquant la "guerre", la "résistance" ou la "mobilisation générale" Présidence de la République française Allocutions officielles (2020–2023). elysee.fr. Commission européenne Communications sur "European Preparedness". europa.eu.
9. Études sur l'impact de la peur médiatique Reuters Institute. Digital News Report Sections sur la perception de l'anxiété médiatique. CNRS Études sur le lien entre émotions, médias et comportements collectifs.
10. Concept de "fear appeal" dans la communication publique Witte, K. & Allen, M. A Meta-Analysis of Fear Appeals. Communication Monographs.

CHAPITRE 12 Toute guerre commence par un mensonge

1. Casus belli et faux prétextes dans l'histoire contemporaine Linflux. Casus belli : faux prétextes, mensonges, l'art de commencer la guerre.
2. Guerre d'Irak (2003) fabrication du mensonge des armes de destruction massive Radio France. Irak 2003 : un mensonge pour une guerre.
3. Enquêtes internationales sur l'inexistence des ADM irakiennes ONU & commissions post-invasion — synthèse.
4. Étude : désinformation et fausses justifications pendant la guerre d'Irak Mass Deception: Moral Panic and the U.S. War on Iraq. Analyse disponible.
5. Incident du golfe du Tonkin prétexte d'entrée en guerre au Vietnam France Culture. Casus belli : comment commencer une guerre sous de faux prétextes.

6. Étude académique : signaux d'alerte manipulés et escalade militaire (Pearl Harbor, crises) Arxiv. Probabilistic Warnings in National Security Crises: Pearl Harbor Revisited.
7. Rapports critiques sur les prétextes des guerres en Yougoslavie, en Libye, en Irak UTL Cambresis. Faux prétextes, mensonges d'État et justifications de guerre.
8. Analyse de la fabrication médiatique du consentement avant conflit WSWS. Les mensonges comme outil de politique étrangère.
9. Pentagon Papers révélations sur 20 ans de manipulations autour de la guerre du Vietnam Rapport du Département de la Défense des États-Unis (1971) synthèse commentée.
10. Études comparatives sur les narratifs pré-guerre dans les démocraties modernes Analyse sur les stratégies de communication précédant les interventions militaires.

CHAPITRE 13 L'économie de guerre : la métamorphose que personne n'a votée

1. INSEE Données sur les inégalités territoriales.
2. Observatoire des inégalités Rapports annuels.
3. OCDE Études sur la mobilité sociale.
4. Institut Montaigne Analyses sur le séparatisme social.
5. Think tank Terra Nova Rapports sur les fractures numériques et culturelles.
6. Ministère de la Cohésion des territoires Études sur la ghettoïisation.

CHAPITRE 14 Le front invisible : comment on fabrique une guerre dans l'esprit des peuples

1. CNIL Positions sur la protection des données.

2. Commission européenne Règlement général sur la protection des données (RGPD).
3. Parlement européen DSA/DMA : régulation des plateformes.
4. Observatoire européen du numérique Données sur la dépendance technologique.
5. CNNum Avis sur l'autonomie stratégique numérique.
6. US Congress Hearings sur le pouvoir des Big Tech.
7. ENISA Rapports sur la cybersécurité et la dépendance aux infrastructures américaines.

CHAPITRE 15 Le nouvel écosystème : plateformes, algorithmes et la fabrique de la vérité

1. OCDE Études sur l'évasion fiscale et BEPS.
2. Tax Justice Network Rapports sur les paradis fiscaux.
3. Cour des comptes Analyses sur les défaillances de l'État dans la régulation économique.
4. FMI Études sur la perte de souveraineté fiscale.
5. Commission européenne Procédures contre les multinationales (Apple, Amazon, etc.).

CHAPITRE 16 Qui gagne, qui perd : la cartographie froide d'une escalade

1. Ministère de l'Intérieur Statistiques de la délinquance.
2. ONDRP Observatoire de la sécurité.
3. Europol Rapports sur la criminalité transnationale.
4. Défense nationale Livres blancs sur la sécurité intérieure.
5. Sénat Rapports sur la perte de capacité policière et judiciaire.

6. OTAN Textes sur la dépendance sécuritaire européenne.

CHAPITRE 17 L'Histoire grince : quand les sociétés rejouent les mêmes erreurs

1. GIEC Rapports AR6.
2. Commission européenne "Green Deal" : objectifs et contraintes.
3. ADEME Analyses de faisabilité énergétique.
4. IEA Prévisions et réalités des énergies renouvelables.
5. RTE Documents sur l'équilibre du réseau électrique.
6. INSEE Données sur l'empreinte carbone française.

CHAPITRE 18 Sortir du piège : reconstruire la souveraineté, réapprendre la liberté

1. CEVIPOF Mesures de la radicalité politique.
2. Sciences Po Études sur les mouvements sociaux.
3. INED Facteurs socio-démographiques de la contestation.
4. Ministère de l'Intérieur Statistiques sur les manifestations.
5. IFOP Études sur la lassitude civique.
6. Fondation Jean Jaurès Rapports sur la désespérance politique.

CHAPITRE 19 La chute au ralenti : ce qui se prépare quand les peuples se taisent

1. OCDE Études sur les réformes institutionnelles réussies.
2. Banque mondiale Rapports sur la gouvernance.
3. V-Dem Institute Indicateurs de vitalité démocratique.
4. Swiss Confederation Études sur la démocratie directe.

5. Parlement islandais Documentation sur la réforme constitutionnelle participative.
6. Sénat Rapports sur la rénovation de la vie démocratique en France.
7. Conseil économique, social et environnemental Consultations citoyennes.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE COMPLÈTE

I. Ouvrages généraux sur l'Europe, la souveraineté, la démocratie

- Pierre Rosanvallon, La contre-démocratie.
- Jürgen Habermas, La Constitution de l'Europe.
- Perry Anderson, The New Old World.
- Tony Judt, Postwar: A History of Europe Since 1945.
- Luuk van Middelaar, Le Passage à l'Europe.
- Ivan Krastev, After Europe.
- Zaki Laïdi, Le retour de l'autorité.
- Jean Baechler, Les Phases de la démocratie.

II. Économie, mondialisation, industrie

- Dani Rodrik, The Globalization Paradox.
- Ha-Joon Chang, Bad Samaritans.
- Thomas Philippon, The Great Reversal.
- Branko Milanović, Global Inequality.
- Joseph Stiglitz, The Euro: How a Common Currency Threatens the Future of Europe.
- Michel Aglietta, La monnaie.

III. Institutions européennes et droit

- Jean-Claude Piris, The Lisbon Treaty.
- Olivier Costa, Le pouvoir européen.
- Yves Bertoncini, Europe : le temps des décisions.

- Andrew Moravcsik, *The Choice for Europe* (classique sur la construction européenne).

IV. Souveraineté numérique, technologies, Big Tech

- Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism*.
- Evgeny Morozov, *To Save Everything, Click Here*.
- Safiya Noble, *Algorithms of Oppression*.
- Tim Wu, *The Curse of Bigness*.

V. Médias, opinion, propagande

- Noam Chomsky & Edward Herman, *Manufacturing Consent*.
- Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive*.
- Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*.
- Dominique Wolton, *Informer n'est pas communiquer*.

VI. Sociologie, fragmentation, société

- Christophe Guilluy, *La France périphérique*.
- Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*.
- François Dubet, *La préférence pour l'inégalité*.
- Paul Collier, *The Future of Capitalism*.

VII. Sécurité, géopolitique, défense

- Edward Luttwak, *The Rise of China vs. the Logic of Strategy*.
- Michel Goya, *S'adapter pour vaincre*.
- Pierre Servent, *Extension du domaine de la guerre*.
- Lawrence Freedman, *Strategy*.

VIII. Écologie, énergie, transition

- Vaclav Smil, Energy and Civilization.
- Jean-Marc Jancovici, Le monde sans fin.
- IEA, World Energy Outlook (rapport annuel).
- GIEC, Sixième rapport d'évaluation, volumes I–III.

IX. Gouvernance, réformes, innovations démocratiques

- Hélène Landemore, Open Democracy.
- David Van Reybrouck, Contre les élections.
- Iceland Constitutional Council, Documentation.
- Swiss Federal Council, Direct Democracy Handbook.

ANNEXE

ANNEXE 1 Les grandes institutions de l'Union européenne

Commission européenne : détient presque tout le pouvoir d'initiative législative, supervise l'exécution des traités, gère le budget, propose les directives et règlements. Légitimité : les commissaires ne sont pas élus directement ; ils sont nommés par les gouvernements puis validés par le Parlement européen.

Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres) : co-législateur avec le Parlement ; adopte les lois européennes ; représente les gouvernements nationaux selon les domaines (agriculture, finances, etc.). Légitimité : indirecte, via les gouvernements nationaux.

Parlement européen : co-législateur avec le Conseil ; contrôle politique de la Commission ; vote le budget avec le Conseil. Légitimité : seule institution européenne élue directement par les citoyens, au suffrage universel.

Conseil européen : fixe les grandes orientations politiques de l'Union ; choisit le président de la Commission ; définit les priorités stratégiques. Légitimité : chefs d'État et de gouvernement, donc via les élections nationales.

Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) : garantit l'uniformité du droit européen ; interprète les traités ; peut invalider des lois nationales contraires au droit de l'UE. Légitimité : juges nommés par les États membres.

Banque centrale européenne (BCE) : définit la politique monétaire de la zone euro ; assure la stabilité des prix ; supervise une grande partie du système bancaire européen. Légitimité : institution indépendante, gouvernée par des membres nommés.

ANNEXE 2 Chronologie

Chronologie simplifiée de la construction européenne (1950–2024)

Année Événement majeur

1950 Déclaration Schuman

1951 CECA

1957 Traité de Rome, CEE

1986 Acte unique, marché unique

1992 Traité de Maastricht, naissance de l'UE

1999 Lancement de l'euro (scriptural)

2002 Billets & pièces euro

2004 Plus grande vague d'élargissement

2005 Rejet du traité constitutionnel en France et Pays-Bas

2007 Traité de Lisbonne

2015 Crise migratoire

2020 Covid, suspension des règles budgétaires

2022 Accélération du Green Deal, inflation, guerre en Ukraine

2024 Débat sur la « souveraineté stratégique européenne »

ANNEXE 3 Définitions

Cabale : Manœuvre discrète menée par un petit groupe pour influencer une décision ou le cours des événements, sans légitimité ni transparence.

Comitologie : Système de comités techniques où se prennent de nombreuses décisions européennes hors du champ législatif classique.

Capitalisme de surveillance : Modèle économique basé sur la captation des données personnelles comme matière première (Zuboff).

Démocratie directe : Modèle démocratique dans lequel le peuple vote régulièrement sur les lois (référendums, initiatives citoyennes).

Dépendance stratégique : Situation dans laquelle un État ne peut plus exercer pleinement ses choix faute de maîtrise industrielle, technologique ou énergétique.

Nudge : Technique de persuasion qui oriente un choix sans le dire, en modifiant subtilement l'environnement de décision.

Souveraineté : Capacité d'un peuple à décider librement des règles auxquelles il consent.

Technocratie : Système dans lequel le pouvoir réel est exercé par des experts et non par des représentants élus.

MENTIONS LÉGALES

Titre de l'ouvrage : Somnambules vers la guerre : Réveillez-vous

Auteur : Citoyen Vigilant (pseudonyme)

Première publication : 2025

Édition numérique libre

Droits d'auteur et licence

Cet ouvrage est protégé par le droit d'auteur. Sa diffusion est libre à condition de respecter les points suivants :

1. aucune modification du texte original,
2. pas d'usage commercial sans accord préalable,
3. citation de l'auteur sous son pseudonyme : Citoyen Vigilant.

Toute reproduction non substantielle (extraits, citations, commentaires) est autorisée tant qu'elle respecte le droit de citation et mentionne la source.

Limite de responsabilité

Cet ouvrage est un essai.

Il exprime des analyses, des opinions, des interprétations et des réflexions de son auteur.

Il ne prétend pas décrire des faits avérés lorsqu'ils ne sont pas documentés, et ne doit pas être considéré comme un document officiel, scientifique ou journalistique.

L'auteur n'assume aucune responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cet ouvrage.

Confidentialité et anonymat

L'auteur écrit sous pseudonyme.

Toute tentative de dé-anonymisation, collecte ou publication d'informations personnelles concernant l'auteur est strictement interdite.

Contact

Pour les remarques, suggestions, soutiens ou discussions autour de l'ouvrage, rendez-vous sur le site.

ET SI LA VRAIE RUPTURE DU XXI SIÈCLE N'ÉTAIT PAS ÉCONOMIQUE NI GÉOPOLITIQUE... MAIS PSYCHOLOGIQUE ?

Depuis vingt ans, nos démocraties glissent sous un pouvoir sans visage, fondé sur la peur, la distraction et l'excès d'informations. L'Europe se dirige sans boussole, pilotée par des élites que personne n'a choisies, pendant que le peuple avance les yeux fermés, somnambule.

Ce livre expose les mécanismes qui nous ont conduits là : la fabrication du consentement, le règne de l'expert, la peur comme stratégie, la dérive technocratique, la normalisation du mensonge. Il révèle surtout ce que personne ne dit : dans ce système, il y a des gagnants et des perdants — et ce ne sont jamais les citoyens.

CE N'EST PAS UN PAMPHLET.

CE N'EST PAS UN MANIFESTE.

C'EST UN RÉVEIL.

Un livre pour ceux qui refusent de marcher vers le précipice les yeux ouverts. Un livre pour reprendre le réel.